

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxembourg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 176

24 mars 1998

SOMMAIRE

Antigone S.A., Luxembourg	page 8442	Highlands S.A., Luxembourg	8418
Bimolux S.A., Luxembourg	8444	I.I.I., Industrial Investment Incorporated S.A., Luxembourg	8417
Biscarrosse Holding S.A., Luxembourg	8441	Inter Thema, Sicav, Luxembourg	8402, 8406
Brasseries Réunies de Luxembourg Mousel et Clausen S.A., Luxembourg	8433	Ladbroke Group International Luxembourg S.A.	8433
Capital International Global Small Cap Fund, Fonds Commun de Placement	8410	Lotharingen Finanz A.G., Luxembourg	8435
CCF Capital Management Luxembourg S.A., Luxembourg	8408, 8410	L P A S.A., Luxembourg	8434
Chase Manhattan Vista Funds, Sicav, Luxembourg	8447	Luxor Investment Company, Sicav, Luxembourg	8438
Compagnie de Nobressart S.A., Luxembourg	8445	Matsucom S.A., Luxembourg	8434
Com Selection, Sicav, Luxembourg	8440	Megatown Holding International S.A., Luxembourg	8443
Cutec S.A., Luxembourg	8445	Megatown International S.A., Luxembourg	8443
DDD S.A., Luxembourg	8443	Midland International Circuit Fund, Sicav, Luxembourg	8417
Delco International Holding S.A., Luxembourg	8433	Millicom Luxembourg S.A., Bertrange	8417
Dricllem S.A., Luxembourg	8441	Moet S.A., Luxembourg	8446
Energie 5 Holding S.A., Luxembourg	8443	Nordan Beteiligungs- und Finanzierungsgesellschaft S.A., Luxembourg	8446
Epworth S.A., Luxembourg	8423	Ocean Services Company S.A., Luxembourg	8447
Eufigest S.A., Luxembourg	8406	Press, S.à r.l., Grevenmacher	8433
Eurocash-Fund, Sicav, Luxembourg	8436	Profam Finanz Holding S.A., Hobscheid	8427
Euroleg S.A., Luxembourg	8434	Prolit Coatings, S.à r.l., Bertrange	8427
European Investment and Pension Fund, Sicav, Luxembourg	8439	Prontofund, Sicav, Luxembourg	8448
Faircross S.A., Luxembourg	8428	Propper, S.à r.l., Luxembourg	8432
Finantex S.A., Luxembourg	8445	Reiserbann S.A., Luxembourg	8432
Findel Invest S.A. Holding, Strassen	8442	Rendies S.A., Luxembourg	8433
Fin Soft Holding S.A., Luxembourg	8448	Rothman & Hagen Holding S.A., Luxembourg	8432
Firo S.A., Luxembourg	8444	Sarominvest S.A., Luxembourg	8435
Foxitec S.A., Luxembourg	8447	Scala, Sicav, Luxembourg	8448
Gemina Europe Capital Dollar Fund, Sicav, Luxembourg	8439	Sidertubes S.A., Luxembourg	8417
Gemina Europe Lire Capital Fund, Sicav, Luxembourg	8440	SMB Holding S.A., Luxembourg	8445
Gemina Europe Multicurrency Growth Fund, Sicav, Luxembourg	8439	So.Par.Trans. S.A., Luxembourg	8446
Gesteuro S.A., Strassen	8441	Soutirages Luxembourgeois S.A., Howald	8416
G & S Société Anonyme d'Investissement, Sicav, Luxembourg	8435	Stolt Comex Seaway S.A., Luxembourg	8437
Guadalux S.A., Luxembourg	8441	Stolt-Nielsen S.A., Luxembourg	8437
		Tridelphos S.A., Luxembourg	8444
		Valau S.A., Luxembourg	8446
		Vernon S.A., Luxembourg	8444
		Wicry Investissements Immobiliers S.A., Luxembourg	8442

**INTER THEMA, Société d'Investissement à Capital Variable,
(anc. INTER MULTI SELECTION, Société d'Investissement à Capital Variable).**

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 50.348.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le dix-huit février.
Par-devant Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie:

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme sous forme d'une société d'investissement à capital variable INTER MULTI SELECTION, ayant son siège social à Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 50.348, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 23 février 1995, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 131 du 23 mars 1995.

L'Assemblée est ouverte à 11.00 heures par Madame Anne Kayser, juriste, demeurant à Luxembourg qui préside l'assemblée.

Madame la présidente désigne comme secrétaire, Madame Marie-Claude Lange-Gengoux, juriste, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée choisit pour remplir les fonctions de scrutateur, Mademoiselle Catherine Greyer, contrôleur de gestion, demeurant à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée a pour ordre du jour:

1) Modification de l'article 1^{er} des statuts de la Société, relatif à la dénomination de la Société, en vue de lui conférer la teneur suivante:

«Il existe entre tous les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires par la suite des actions ci-après créées, une société anonyme sous forme d'une société d'investissement à capital variable sous la dénomination de INTER THEMA.»

2) Modification de l'article 4 des statuts de la Société, relatif à l'objet de la Société, en vue de lui conférer la teneur suivante:

«L'objet exclusif de la Société est d'investir les fonds dont elle dispose en valeurs mobilières et autres avoirs autorisés par la loi avec l'objectif de répartir les risques d'investissements et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de ses avoirs.

La Société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet, au sens le plus large autorisé par la loi du 31 mars 1988 relative aux organismes de placement collectif.»

3) Modification de l'article 12 §1 des statuts de la Société, relatif à la fréquence et la suspension temporaire du calcul de la valeur nette d'inventaire par action, des émissions, rachats et conversions d'actions de la Société, en vue de lui conférer la teneur suivante:

«Pour chaque catégorie d'actions, la valeur nette d'inventaire par action ainsi que, s'il y a lieu, le prix d'émission, de rachat et de conversion des actions seront déterminés périodiquement par la Société ou par son mandataire désigné à cet effet, au moins deux fois par mois à la fréquence que le conseil d'administration décidera, tel jour ou moment de calcul étant défini dans les présents Statuts comme «Jour d'Evaluation.»»

4) Modification de l'article 17 §2 des statuts de la Société, relatif à la délégation de pouvoirs, en vue de lui conférer la teneur suivante:

«La Société conclura un ou plusieurs contrats de gestion avec une ou plusieurs sociétés (le «Gestionnaire»). En vertu de ce contrat, le Gestionnaire assurera la gestion journalière des investissements des différents compartiments de la Société.»

5) Modification de l'article 18 des statuts de la Société, relatif au conseil en investissements, en vue de lui conférer la teneur suivante:

«Le conseil d'administration de la Société conclura un contrat de conseil en investissements avec une société anonyme de droit luxembourgeois (le «Conseil en Investissements») qui fournira à la Société des conseils et recommandations concernant la politique d'investissement conformément à l'article 19 ci-dessous. Au cas où ce contrat ne serait pas conclu ou serait résilié pour quelque raison que ce soit, et au cas où le nom du Conseil en investissements soit similaire à celui de la Société, la Société changera son nom à la première demande du Conseil en Investissements, de manière à ce qu'il ne ressemble plus à celui spécifié à l'article 1^{er} ci-dessus.»

6) Modification de l'article 19 des statuts de la Société, relatif à la politique et aux restrictions d'investissement, en vue de lui conférer la teneur suivante:

«Le conseil d'administration, appliquant le principe de la répartition des risques, a le pouvoir de déterminer la politique et les stratégies d'investissement à respecter pour chaque Compartiment ainsi que les lignes de conduite à suivre dans l'administration et la conduite des affaires de la Société, sous réserve des restrictions d'investissement prévues par les lois et règlements ou celles adoptées par le conseil d'administration.

Sous ces réserves, le conseil d'administration peut décider que les investissements de la société se feront:

(i) en valeurs mobilières admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs ou négociées sur un autre marché réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public (un «Marché Réglementé») d'un Etat-membre de l'Union Européenne (U.E.);

(ii) en valeurs mobilières admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs ou négociées sur un autre Marché Réglementé d'un autre Etat de l'Europe de l'Ouest ou de l'Est, de l'Asie, de l'Océanie, des continents d'Amérique et d'Afrique;

(iii) en valeurs mobilières nouvellement émises, sous réserve que les conditions d'émission comportent l'engagement que la demande d'admission à la cote officielle d'une bourse de valeurs ou à un autre Marché Réglementé mentionnés ci-dessus soit introduite et que l'admission soit obtenue au plus tard avant la fin de la période d'un an depuis l'émission;

(iv) en respectant le principe de la répartition des risques, jusqu'à 100% des actifs nets attribuables à chaque Compartiment en valeurs mobilières émises ou garanties par un Etat-membre de l'U.E., par ses collectivités publiques territoriales, par un autre Etat-membre de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economiques («OCDE») ou par un organisme international à caractère public dont font partie un ou plusieurs Etats-membres de l'U.E., étant entendu que si la Société fait usage des possibilités prévues dans la présente disposition, elle détienne, pour le compte du Compartiment établi pour la ou les catégories(s) d'actions concernée(s), des valeurs appartenant à six émissions différentes au moins, sans que les valeurs appartenant à une même émission ne puissent excéder 30% du montant total des actifs attribuables à ce Compartiment;

(v) en valeurs d'un autre organisme de placement collectif (OPC), sous réserve que si cet OPC est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières («OPCVM») de type ouvert avec lequel la Société est liée dans le cadre d'une communauté de gestion ou de contrôle ou par une importante participation directe ou indirecte, l'investissement dans un tel OPC ne sera autorisé que si cet OPC, conformément à ses documents constitutifs, s'est spécialisé dans des investissements d'un secteur géographique ou économique déterminé et qu'il ne sera pas mis à la charge de la Société des frais ou des charges concernant cette acquisition;

(vi) en toutes autres valeurs, instruments ou autres avoirs dans le cadre des restrictions qui seront déterminées par le conseil d'administration conformément aux lois et règlements applicables.

La Société pourra, en outre, recourir (i) aux techniques et instruments qui ont pour objet les valeurs mobilières, à condition que le recours à ces techniques et instruments soit fait en vue d'une bonne gestion du portefeuille et (ii) à des techniques et à des instruments destinés à couvrir les risques de change dans le cadre de la gestion de son patrimoine.»

7) Suppression de l'article 25 des statuts de la Société, relatif à l'annulation de catégories d'actions.

8) Ajout d'un article entre les articles 29 et 30 actuels afin de prévoir le cas des Fusion et Liquidation de compartiment et dont la teneur sera la suivante:

«Art. 30. Liquidation et Fusion des Compartiments.

1) Liquidation d'un compartiment

Le Conseil d'Administration pourra décider la fermeture d'un ou de plusieurs compartiments si des changements importants de la situation politique ou économique rendent, dans l'esprit du Conseil d'Administration, cette décision nécessaire.

Sauf décision contraire du Conseil d'Administration, la Société pourra, en attendant la mise à exécution de la décision de liquidation, continuer à racheter les actions du compartiment dont la liquidation est décidée.

Pour ces rachats, la Société se basera sur la valeur nette d'inventaire qui sera établie de façon à tenir compte des frais de liquidation, mais sans déduction d'une commission de rachat ou d'une quelconque autre retenue.

Les frais d'établissement activés sont à amortir intégralement dès que la décision de liquidation est prise.

Les montants qui n'ont pas été réclamés par les actionnaires ou ayants droit lors de la clôture de la liquidation du ou des compartiments seront gardés en dépôt auprès de la banque dépositaire durant une période n'excédant pas six mois à compter de cette date. Passé ce délai, ces avoirs seront consignés auprès de la Caisse des Consignations à Luxembourg.

2) Liquidation par apport à un autre compartiment de la Société ou à un autre OPC de droit Luxembourgeois.

Si des changements importants de la situation politique ou économique rendent, dans l'esprit du Conseil d'Administration, cette décision nécessaire, le Conseil d'Administration pourra également décider la fermeture d'un compartiment ou de plusieurs compartiments par apport à un ou plusieurs autres compartiments de la Société ou à un ou plusieurs autres compartiments d'un autre OPC de droit luxembourgeois relevant de la partie I de la loi du 30 mars 1988.

Pendant une période minimale de 1 mois à compter de la date de la publication de la décision d'apport, les actionnaires du ou des compartiments concernés peuvent demander le rachat sans frais de leurs actions.

A l'expiration de cette période, la décision relative à l'apport engage l'ensemble des actionnaires qui n'ont pas fait usage de cette possibilité, étant entendu cependant que lorsque l'OPC qui doit recevoir l'apport revêt la forme d'un fonds commun de placement, cette décision ne peut engager que les seuls actionnaires qui se sont prononcés en faveur de l'opération d'apport.

Les décisions du Conseil d'Administration y afférentes feront l'objet d'une publication comme pour les avis financiers.»

9. Soumission de la Société aux dispositions de la partie I de la loi du 30 mars 1988 relative aux organismes de placement collectif.

10. Dissolution sans liquidation du compartiment Inter Multi Selection Chine.

11. Donner mandat au conseil d'administration d'apporter l'actif net du compartiment Inter Multi Selection Chine au compartiment Chine d'Inter Multi Investment.

12. Donner autorisation au conseil d'administration:

- de recevoir en contrepartie de l'actif net du compartiment Inter Multi Selection Chine, apporté au compartiment Chine d'Inter Multi Investment, des actions du compartiment Inter Multi Investment Chine sur base de la valeur nette d'inventaire des actions Inter Multi Investment Chine au 24 mars 1998 et d'échanger dans la proportion d'une pour une lesdites actions Inter Multi Selection Chine contre les actions existantes Inter Multi Investment Chine.

13. Divers.

II. Que les convocations contenant l'ordre du jour de la présente assemblée ont été faites, conformément à l'article 70 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée. Des annonces ont été insérées le 30 janvier 1998 et le 9 février 1998, dans le Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations ainsi que dans le Luxemburger Wort;

Les numéros justificatifs de ces publications sont déposés au bureau par Monsieur le Président à l'appui de sa déclaration.

III. Qu'il résulte de la liste de présence qui restera annexée au présent procès-verbal que sur onze mille cinq cent cinquante-sept (11.557) actions en circulation à la date de l'assemblée, cinq mille huit cent quatre-vingt-dix (5.890) actions sont valablement représentées donnant droit à cinq mille huit cent quatre-vingt-dix (5.890) voix.

IV. Que par conséquent, la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les objets à l'ordre du jour. En effet le quorum de présence de 50% au moins des actions en circulation requis est respecté.

Ces faits exposés, Madame la Présidente donne lecture du Rapport du Conseil d'Administration sur la modification des articles 1, 4, 12 §1, 17 §2, 18, 19, 25 et insertion d'un nouvel article 30 après l'article 29 des statuts de la Société, sur la transformation de la Société en OPCVM partie I de la loi du 30 mars 1988 relative aux organismes de placement collectif, sur l'apport du compartiment Inter Multi Selection Chine au compartiment Inter Multi Investment Chine.

L'ordre du jour est ensuite abordé.

Les résolutions concernant les points 1 à 8 de l'ordre du jour devront, pour être valables, réunir les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés. Les résolutions concernant les points 9 et suivants de l'ordre du jour pourront être prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Après délibérations, l'Assemblée prend les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée Générale des actionnaires décide de modifier l'article 1^{er} des statuts de la Société, relatif à la dénomination de la Société, en vue de lui conférer la teneur suivante:

«Il existe entre tous les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires par la suite des actions ci-après créées, une société anonyme sous la forme d'une société d'investissement à capital variable sous la dénomination de INTER THEMA.»

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale des actionnaires décide de modifier l'article 4 des statuts de la Société, relatif à l'objet de la société, en vue de lui conférer la teneur suivante:

«L'objet exclusif de la Société est d'investir les fonds dont elle dispose en valeurs mobilières et autres avoirs autorisés par la loi avec l'objectif de répartir les risques d'investissements et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de ses avoirs.

La Société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet, au sens le plus large autorisé par la loi du 31 mars 1988 relative aux organismes de placement collectif.»

Troisième résolution

L'Assemblée Générale des actionnaires décide de modifier l'article 12 §1 des statuts de la Société, relatif à la fréquence et la suspension temporaire du calcul de la valeur nette d'inventaire par action, des émissions, rachats et conversions d'actions de la société, en vue de lui conférer la teneur suivante:

«Pour chaque catégorie d'actions, la valeur nette d'inventaire par action ainsi que, s'il y a lieu, le prix d'émission, de rachat et de conversion des actions seront déterminés périodiquement par la Société ou par son mandataire désigné à cet effet, au moins deux fois par mois à la fréquence que le conseil d'administration décidera, tel jour ou moment de calcul étant défini dans les présents Statuts comme «jour d'Evaluation».»

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale des actionnaires décide de modifier l'article 17 §2 des statuts de la Société, relatif à la délégation de pouvoirs, en vue de lui conférer la teneur suivante:

«La Société conclura un ou plusieurs contrats de gestion avec une ou plusieurs sociétés (le «Gestionnaire»). En vertu de ce contrat, le Gestionnaire assurera la gestion journalière des investissements des différents compartiments de la Société.»

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale des actionnaires décide de modifier l'article 18 des statuts de la Société, relatif au conseil en investissements, en vue de lui conférer la teneur suivante:

«Le conseil d'administration de la Société conclura un contrat de conseil en investissements avec une société anonyme de droit luxembourgeois (le «Conseil en Investissements») qui fournira à la Société des conseils et recommandations concernant la politique d'investissement conformément à l'article 19 ci-dessous. Au cas où ce contrat ne serait pas conclu ou serait résilié pour quelque raison que ce soit, et au cas où le nom du Conseil en investissements soit similaire à celui de la Société, la Société changera son nom à la première demande du Conseil en Investissements, de manière à ce qu'il ne ressemble plus à celui spécifié à l'article 1^{er} ci-dessus.»

Sixième résolution

L'Assemblée Générale des actionnaires décide de modifier l'article 19 des statuts de la Société, relatif à la politique et aux restrictions d'investissement, en vue de lui conférer la teneur suivante:

«Le conseil d'administration, appliquant le principe de la répartition des risques, a le pouvoir de déterminer la politique et les stratégies d'investissement à respecter pour chaque Compartiment ainsi que les lignes de conduite à suivre dans l'administration et la conduite des affaires de la Société, sous réserve des restrictions d'investissement prévues par les lois et règlements ou celles adoptées par le conseil d'administration.

Sous ces réserves, le conseil d'administration peut décider que les investissements de la société se feront:

(i) en valeurs mobilières admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs ou négociées sur un autre marché réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public (un «Marché Réglementé») d'un Etat-membre de l'Union Européenne (U.E.);

(ii) en valeurs mobilières admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs ou négociées sur un autre Marché Réglementé d'un autre Etat de l'Europe de l'Ouest ou de l'Est, de l'Asie, de l'Océanie, des continents d'Amérique et d'Afrique;

(iii) en valeurs mobilières nouvellement émises, sous réserve que les conditions d'émission comportent l'engagement que la demande d'admission à la cote officielle d'une bourse de valeurs ou à un autre Marché Réglementé mentionnés ci-dessus soit introduite et que l'admission soit obtenue au plus tard avant la fin de la période d'un an depuis l'émission;

(iv) en respectant le principe de la répartition des risques, jusqu'à 100% des actifs nets attribuables à chaque Compartiment en valeurs mobilières émises ou garanties par un Etat-membre de l'U.E., par ses collectivités publiques territoriales, par un autre Etat-membre de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economiques («OCDE») ou par un organisme international à caractère public dont font partie un ou plusieurs Etats-membres de l'U.E., étant entendu que si la Société fait usage des possibilités prévues dans la présente disposition, elle détiendra, pour le compte du Compartiment établi pour la ou les catégories(s) d'actions concernée(s), des valeurs appartenant à six émissions différentes au moins, sans que les valeurs appartenant à une même émission ne puissent excéder 30% du montant total des actifs attribuables à ce Compartiment;

(v) en valeurs d'un autre organisme de placement collectif (OPC), sous réserve que si cet OPC est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières («OPCVM») de type ouvert avec lequel la Société est liée dans le cadre d'une communauté de gestion ou de contrôle ou par une importante participation directe ou indirecte, l'investissement dans un tel OPC ne sera autorisé que si cet OPC, conformément à ses documents constitutifs, s'est spécialisé dans des investissements d'un secteur géographique ou économique déterminé et qu'il ne sera pas mis à la charge de la Société des frais ou des charges concernant cette acquisition;

(vi) en toutes autres valeurs, instruments ou autres avoirs dans le cadre des restrictions qui seront déterminées par le conseil d'administration conformément aux lois et règlements applicables.

La Société pourra, en outre, recourir (i) aux techniques et instruments qui ont pour objet les valeurs mobilières, à condition que le recours à ces techniques et instruments soit fait en vue d'une bonne gestion du portefeuille et (ii) à des techniques et à des instruments destinés à couvrir les risques de change dans le cadre de la gestion de son patrimoine.»

Septième résolution

L'Assemblée Générale des actionnaires décide de supprimer l'article 25 des statuts de la Société, relatif à l'annulation de catégories d'actions:

Huitième résolution

L'Assemblée décide d'insérer un nouvel article 30 après l'article 29 et l'article 30 actuel des statuts et dont la teneur sera la suivante

«Art. 30. Liquidation et Fusion des Compartiments

1) Liquidation d'un compartiment

Le Conseil d'Administration pourra décider la fermeture d'un ou de plusieurs compartiments si des changements importants de la situation politique ou économique rendent, dans l'esprit du Conseil d'Administration, cette décision nécessaire.

Sauf décision contraire du Conseil d'Administration, la Société pourra, en attendant la mise à exécution de la décision de liquidation, continuer à racheter les actions du compartiment dont la liquidation est décidée.

Pour ces rachats, la Société se basera sur la valeur nette d'inventaire qui sera établie de façon à tenir compte des frais de liquidation, mais sans déduction d'une commission de rachat ou d'une quelconque autre retenue.

Les frais d'établissement activés sont à amortir intégralement dès que la décision de liquidation est prise.

Les montants qui n'ont pas été réclamés par les actionnaires ou ayants droit lors de la clôture de la liquidation du ou des compartiments seront gardés en dépôt auprès de la banque dépositaire durant une période n'excédant pas six mois à compter de cette date. Passé ce délai, ces avoirs seront consignés auprès de la Caisse des Consignations à Luxembourg.

2) Liquidation par apport à un autre compartiment de la Société ou à un autre OPC de droit Luxembourgeois.

Si des changements importants de la situation politique ou économique rendent, dans l'esprit du Conseil d'Administration, cette décision nécessaire, le Conseil d'Administration pourra également décider la fermeture d'un compartiment ou de plusieurs compartiments par apport à un ou plusieurs autres compartiments de la Société ou à un ou plusieurs autres compartiments d'un autre OPC de droit luxembourgeois relevant de la partie I de la loi du 30 mars 1988.

Pendant une période minimale de 1 mois à compter de la date de la publication de la décision d'apport, les actionnaires du ou des compartiments concernés peuvent demander le rachat sans frais de leurs actions.

A l'expiration de cette période, la décision relative à l'apport engage l'ensemble des actionnaires qui n'ont pas fait usage de cette possibilité, étant entendu cependant que lorsque l'OPC qui doit recevoir l'apport revêt la forme d'un fonds commun de placement, cette décision ne peut engager que les seuls actionnaires qui se sont prononcés en faveur de l'opération d'apport.

Les décisions du Conseil d'Administration y afférentes feront l'objet d'une publication comme pour les avis financiers.»

Neuvième résolution

L'Assemblée décide de renuméroter les articles 24 et suivants en conséquence.

Dixième résolution

L'Assemblée Générale des actionnaires décide de soumettre la Société aux dispositions de la partie I de la loi du 30 mars 1988 relative aux organismes de placement collectif en adaptant la politique de placement et les restrictions d'investissement en conséquence.

Onzième résolution

L'assemblée décide de dissoudre le compartiment Inter Multi Selection Chine sans le liquider.

Douzième résolution

L'assemblée décide de mandater le conseil d'administration avec la mission d'apporter, à la date du 24 mars 1998, l'actif net du compartiment Inter Multi Selection Chine au compartiment Inter Multi Investment Chine.

Treizième résolution

L'assemblée autorise le conseil d'administration à recevoir le 24 mars 1998, en contrepartie de l'actif net du compartiment Inter Multi Selection Chine apporté à Inter Multi Investment Chine, des actions du compartiment Inter Multi Investment Chine sur base de la valeur nette d'inventaire des actions Inter Multi Investment Chine au 24 mars 1998 et d'échanger les actions existantes de Inter Multi Selection Chine contre les actions de Inter Multi Investment Chine à cette même date.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. Kayser, M.-C. Lange-Gengoux, C. Greyer, F. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 20 février 1998, vol. 105S, fol. 84, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée à la Société sur sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 mars 1998.

F. Baden.

(10111/200/297) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 1998.

**INTER THEMA, Société d'Investissement à Capital Variable,
(anc. INTER MULTI SELECTION, Société d'Investissement à Capital Variable).**

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 50.348.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 mars 1998.

F. Baden.

(10112/200/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 1998.

EUFIGEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 30.641.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le quatorze janvier.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Dudelange (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme EUFIGEST, société d'administration des OPC constituée à l'initiative des Caisses d'Epargne Européennes S.A., ayant son siège social à Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 30.641, constituée suivant acte du notaire instrumentaire, en date du 9 mai 1989, publié au Mémorial C, numéro 283 du 5 octobre 1989, modifiée par actes du notaire instrumentaire en date du 9 décembre 1989, publié au Mémorial C, numéro 152 du 8 mai 1990, et du 9 avril 1992, publié au Mémorial C, numéro 199 du 3 mai 1993.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Norbert Nickels, Inspecteur de Direction à la BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, demeurant à Kayl.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire, Madame Sandra Kirsch-Pompignoli, Rédacteur Principal à la BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, demeurant à Schiffange.

L'assemblée choisit comme scrutateur, Monsieur Claude Schmitz, Attaché de Direction à la BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, demeurant à Luxembourg-Ville.

Monsieur le président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que la présente assemblée a été convoquée par lettre missive du dix-huit décembre 1997.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire soussigné. Ladite liste de présence, ainsi que les procurations, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui à la formalité de l'enregistrement.

III.- Qu'il appert de cette liste de présence que mille huit cent quarante-sept (1.847) actions sur les deux mille neuf cent douze (2.912) actions sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

IV.- Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1) Modification de l'article 2 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«La société a pour objet la gestion d'organismes de placement collectif constitués à l'initiative des caisses d'épargne européennes.

Outre la gestion de fonds communs de placement, la société pourra prêter des services de gestion à tout organisme de placement collectif créé à l'initiative des caisses d'épargne européennes, y inclus à des sociétés d'investissement. Ces services comprennent l'exercice des devoirs d'administration de sociétés, l'exercice d'activités de documentation financière, d'évaluation et de présentation de rapports, l'accomplissement des fonctions de conseil en investissement d'organismes de placement collectif ainsi que la promotion de la vente d'actions et de parts d'organismes de placement collectif à l'exclusion toutefois de toute activité de distribution.

La société peut faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet, en restant dans les limites tracées par les lois du 30 mars 1988 relatives aux organismes de placement collectif et du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telles qu'elles ont été ultérieurement modifiées.»

2) Modification de l'article 16 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions des lois du 30 mars 1988 relatives aux organismes de placement collectif et du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telles qu'elles ont été ultérieurement modifiées.»

3) Divers.

Après en avoir délibéré, l'assemblée générale a pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'article 2 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«La société a pour objet la gestion d'organismes de placement collectif constitués à l'initiative des caisses d'épargne européennes.

Outre la gestion de fonds communs de placement, la société pourra prêter des services de gestion à tout organisme de placement collectif créé à l'initiative des caisses d'épargne européennes, y inclus à des sociétés d'investissement. Ces services comprennent l'exercice des devoirs d'administration de sociétés, l'exercice d'activités de documentation financière, d'évaluation et de présentation de rapports, l'accomplissement des fonctions de conseil en investissement d'organismes de placement collectif ainsi que la promotion de la vente d'actions et de parts d'organismes de placement collectif, à l'exclusion toutefois de toute activité de distribution.

La société peut faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet, en restant dans les limites tracées par les lois du 30 mars 1988 relative aux organismes de placement collectif et du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telles qu'elles ont été ultérieurement modifiées.»

Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 16 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions des lois du 30 mars 1988 relatives aux organismes de placement collectif et du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telles qu'elles ont été ultérieurement modifiées.»

Suit la traduction anglaise de l'ordre du jour et des résolutions qui précèdent:

The meeting is called with the following agenda:

1) Amendment of article 2 of the Articles of Association so to give it the following wording:

«The object of the corporation is the management of all collective investment funds created at the initiative of the European savings banks.

In addition to the management of investment funds, the corporation may provide management services to all collective investment funds created at the initiative of the European savings banks, herein included investment companies.

The services provided herein shall include duties of administration of companies, the exercise or preparation of financial documentation, the evaluation and presentation of reports, the accomplishment of functions of investment counsellor for undertakings for collective investment, as well as the promotion of the sale of shares or units of undertakings for collective investment, excluding at all times however all distribution activity.

The corporation may engage in all operations which it judges necessary for the accomplishment or the development of its object, always however remaining within the limitations enunciated by the laws dated March 30th, 1988 relating to undertakings for collective investment and dated August 10, 1915 relating to commercial companies, as amended.»

2) Amendment of article 16 of the Articles of Association so to give it the following wording:

«All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the laws dated March 30, 1988 relating to undertakings for collective investment and dated August 10, 1915 relating to commercial companies, as amended.»

3) Miscellaneous.

The general meeting, after having considered itself as regularly constituted and after deliberation, passed unanimously the following resolutions:

First resolution

The general meeting resolves to amend article 2 of the Articles of Incorporation so to give it the following wording: «The object of the corporation is the management of all collective investment funds created at the initiative of the European savings banks.

In addition to the management of investment funds, the corporation may provide management services to all collective investment funds created at the initiative of the European savings banks, herein included investment companies.

The services provided herein shall include duties of administration of companies, the exercise or preparation of financial documentation, the evaluation and presentation of reports, the accomplishment of functions of investment counsellor for undertakings for collective investment, as well as the promotion of the sale of shares or units of undertakings for collective investment, excluding at all times however all distribution activity.

The corporation may engage in all operations which it judges necessary for the accomplishment or the development of its object, always however remaining within the limitations enunciated by the laws dated March 30th, 1988 relating to undertakings for collective investment and dated August 10, 1915 relating to commercial companies, as amended.»

Second resolution

The general meeting resolves to amend article 16 of the Articles of Incorporation to give it the following wording: «All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the laws dated March 30, 1988 relating to undertakings for collective investment and dated August 10, 1915 relating to commercial companies, as amended.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de trente mille francs.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: N. Nickels, S. Kirsch-Pompignoli, C. Schmitz, J. Elvinger.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 16 janvier 1998, vol. 831, fol. 89, case 0. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 20 janvier 1998.

J. Elvinger.

(03758/211/124) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 1998.

**CCF CAPITAL MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme,
(anc. SELECTION MULTI EURO CONSEIL S.A.).**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le quatorze janvier.

Par-devant Maître Edmond Schroeder, notaire de résidence à Mersch.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société SELECTION MULTI EURO CONSEIL S.A., avec siège social à Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 12 septembre 1996, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 524 du 16 octobre 1996.

La séance est ouverte sous la présidence de Mademoiselle Francesca De Bartolomeo, assistante commerciale, demeurant à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire, Mademoiselle Lovisa Eriksson, juriste, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur:

Madame Anne Felten, juriste, demeurant à Luxembourg.

Le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le Président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentaire. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui à la formalité de l'enregistrement.

II.- Qu'il appert de cette liste de présence que des 3.000 actions, 3.000 actions sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- Que la présente assemblée a été convoquée par des lettres contenant l'ordre du jour et envoyées aux actionnaires.

IV.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1.- Changement de la dénomination de la société en CCF CAPITAL MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A.

2.- Changement de l'objet social.

3.- Augmentation du capital social à concurrence de deux millions de francs luxembourgeois (2.000.000,- LUF), pour le porter de son montant actuel de trois millions de francs luxembourgeois (3.000.000,- LUF) à cinq millions de francs luxembourgeois (5.000.000,- LUF) par la création et l'émission de deux mille (2.000) actions nouvelles d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (1.000,- LUF) chacune.

4.- Modification de l'article 15 des statuts.

5.- Modification de l'article 18 des statuts.

6.- Démission des administrateurs et nomination de nouveaux administrateurs.

7.- Transfert du siège social à L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de changer la dénomination de la société de SELECTION MULTI EURO CONSEIL S.A. en CCF CAPITAL MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A.

L'article premier des statuts aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 1^{er}.** Il existe une société sous forme d'une société anonyme sous la dénomination de CCF CAPITAL MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A.»

Deuxième résolution

L'assemblée décide de changer l'objet social et de donner à l'article trois des statuts la teneur suivante:

«**Art. 3.** L'objet de la société est la constitution, l'administration, la gestion et le conseil des organismes de placement collectif luxembourgeois et l'émission de certificats ou de confirmation représentant ou documentant des parts de copropriété indivise, ou, le cas échéant, d'actions dans ces organismes de placement collectif luxembourgeois.

La société se chargera de toute action en rapport avec l'administration, la direction et la promotion des organismes de placement collectif luxembourgeois, conclure des contrats, acheter, vendre, échanger et délivrer toutes valeurs mobilières, procéder à toutes inscriptions et transferts à son nom et au nom des tiers dans les registres d'actions ou obligations de toutes sociétés luxembourgeoises et étrangères; exercer pour le compte des organismes de placement collectif luxembourgeois et des propriétaires des actions ou des parts de ces organismes de placement collectif tous droits et privilèges en particulier tous droits de vote attachés aux valeurs mobilières constituant les avoirs des organismes de placement collectif luxembourgeois, cette énumération n'étant pas limitative, mais simplement exemplative.

La société pourra exercer toutes activités estimées utiles à l'accomplissement de son objet, en restant toujours dans les limites de la loi du 30 mars 1988 concernant les organismes de placement collectif et la loi du 19 juillet 1991 concernant les organismes de placement collectif dont les titres ne sont pas destinés au placement dans le public.»

Troisième résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de deux millions de francs luxembourgeois (2.000.000,- LUF), pour le porter de son montant actuel de trois millions de francs luxembourgeois (3.000.000,- LUF) à cinq millions de francs luxembourgeois (5.000.000,- LUF) par la création et l'émission de deux mille (2.000) actions nouvelles d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (1.000,- LUF) chacune.

Les deux mille (2.000) actions nouvelles sont entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de deux millions de francs luxembourgeois (2.000.000,- LUF) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, preuve en ayant été apportée au notaire instrumentaire, qui le constate expressément.

L'article cinq des statuts aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 5.** Le capital social est de cinq millions de francs luxembourgeois (5.000.000,- LUF), représenté par cinq mille (5.000) actions de mille francs luxembourgeois (1.000,- LUF) chacune, entièrement libérées.»

Quatrième résolution

L'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article 15 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 15.** L'Assemblée Générale Annuelle se réunit à Luxembourg, au siège social de la Société, ou à tout autre endroit indiqué dans les convocations, le troisième jeudi du mois de mai à 14.00 heures. Si ce jour est un jour férié légal, la réunion aura lieu le premier jour ouvrable suivant.»

Cinquième résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 18 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 18.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.»

Sixième résolution

L'assemblée accepte la démission des administrateurs et elle leur donne pleine et entière décharge.

L'assemblée nomme comme nouveaux administrateurs:

1.- Monsieur Alain Dromer, Président, CCF CAPITAL MANAGEMENT, Immeuble Ile-de-France, 4, place de la Pyramide, La Défense 9 (F);

2.- Monsieur Serge Cozon, Directeur du Département Commercial, CCF CAPITAL MANAGEMENT, Immeuble Ile-de-France, 4, place de la Pyramide, La Défense 9 (F);

3.- Monsieur Philippe Alter, Directeur du Département Gestion Financière, CCF CAPITAL MANAGEMENT, Immeuble Ile-de-France, 4, place de la Pyramide, La Défense 9 (F);

4.- Monsieur Didier Bouchard, Directeur du Département Ingénierie, Marketing et Services, CCF CAPITAL MANAGEMENT Immeuble Ile-de-France, 4, place de la Pyramide, La Défense 9 (F);

5.- Madame Isabelle Motte, Secrétaire Générale, CCF CAPITAL MANAGEMENT, Immeuble Ile-de-France, 4, place de la Pyramide, La Défense 9 (F);

6.- Monsieur Daniel De Laender, Administrateur-Délégué, CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE (LUXEMBOURG) S.A., 8, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg.

Leur mandat expirera lors de l'assemblée générale annuelle de 1999.

Septième résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social de L-2132 Luxembourg, 8, avenue Marie-Thérèse à L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer.

Déclaration

Le notaire rédacteur de l'acte déclare en application de l'article 32-1 de la loi sur les sociétés tel que modifié, avoir vérifié l'existence des conditions prévues à l'article 26 de ladite loi.

Frais

Le montant des frais, coûts, honoraires et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société aux résolutions prises à la présente assemblée, est évalué à environ soixante mille francs luxembourgeois (60.000,- LUF).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom, état et demeure, les comparants ont tous signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: F. De Bartolomeo, L. Eriksson, A. Felten, E. Schroeder.

Enregistré à Mersch, le 16 janvier 1998, vol. 404, fol. 54, case 10. – Reçu 20.000 francs.

Le Receveur (signé): W. Kerger.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 26 janvier 1998.

E. Schroeder.

(10817/228/125) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 1998.

**CCF CAPITAL MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme,
(anc. SELECTION MULTI EURO CONSEIL S.A.).**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 5 mars 1998.

E. Schroeder.

(10818/228/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 1998.

CAPITAL INTERNATIONAL GLOBAL SMALL CAP FUND, Fonds Commun de Placement.

CONSOLIDATED MANAGEMENT REGULATIONS

dated 18th March, 1998

1) The Fund

CAPITAL INTERNATIONAL GLOBAL SMALL CAP FUND (the «Fund») organised under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg as a mutual investment fund (fonds commun de placement) is an unincorporated co-proprietorship of assets, managed in the interests of its co-owners («Unitholders») by CAPITAL INTERNATIONAL GLOBAL SMALL CAP FUND MANAGEMENT COMPANY S.A. (the «Management Company») a company incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office in Luxembourg. The assets of the Fund are segregated from those of the Management Company.

By the acquisition of Units of the Fund, any Unitholder fully accepts these management regulations which determine the contractual relationship between the Unitholders, the Management Company and the Custodian.

Units may be issued by the Management Company in respect of different portfolios of assets and liabilities (each such portfolio, a «Sub-Fund»). The assets of the various Sub-Funds will be invested in accordance with their respective investment policies and objectives.

The Management Company currently issues or envisages the issue of Units in the following Sub-Funds:

Class Name of Sub-Fund

1. Capital International Global Small Cap Fund - World Sub-Fund
2. Capital International Global Small Cap Fund - Ex-Japan Sub-Fund.

The currency of reference of each Sub-Fund is the US dollar.

2) The Management Company

The Fund is managed on behalf of the Unitholders by the Management Company.

The Management Company is vested with the broadest powers to administer and manage the Fund, subject to the restrictions set forth in Article 5) hereafter, on behalf of the Unitholders, including but not limited to, the purchase, sale,

subscription, exchange and receipt of securities and the exercise of all the rights attached directly or indirectly to the assets of the Fund.

The Board of Directors of the Management Company shall determine the investment policy of each Sub-Fund (as defined hereafter) within the restrictions set forth in Article 5 hereafter.

The Board of Directors of the Management Company may appoint a general manager or managers and/or administrative agents to implement the investment policy and administer and manage the assets of the Fund.

The Management Company may obtain investment information, advice and other services, remuneration for which will be at the Fund's charge to the extent provided herein or at the Management Company's charge.

The Management Company and, as the case may be, the investment adviser are entitled for each Sub-Fund to fees payable at the end of each month out of the assets of the relevant Sub-Fund and which in respect of each Sub-Fund may in the aggregate not exceed an annual rate of 1.0%, such rate to be applied pro rata temporis to each determined Net Asset Value of the relevant Sub-Fund.

3) The Custodian

The Management Company shall appoint and terminate the appointment of the Custodian. CHASE MANHATTAN BANK LUXEMBOURG S.A., a corporation organised under the laws of Luxembourg with its head office in Luxembourg, has been appointed Custodian.

The Custodian or the Management Company may terminate the appointment of the Custodian at any time upon 90 days written notice delivered by the one to the other. In the event of termination of the appointment of the Custodian, the Management Company will use its best endeavours to appoint within two months of such termination, a new custodian who assumes the responsibilities and functions of the Custodian under these Management Regulations. Pending the appointment of a new Custodian, the Custodian shall take all necessary steps to ensure good preservation of the interests of the Unitholders. After termination as aforesaid, the appointment of the Custodian shall continue thereafter for such period as may be necessary to the transfer of all assets of the Fund to the new Custodian.

The Custodian shall assume its functions and responsibilities in accordance with Luxembourg law.

All cash and securities constituting the assets of the Fund shall be held by the Custodian on behalf of the Unitholders of the Fund. The Custodian may, with the approval of the Management Company, entrust banks and financial institutions with the custody of such securities. The Custodian may hold securities in fungible or non-fungible accounts with such clearing houses as the Custodian, with the approval of the Management Company, may determine. It will have the normal duties of a bank with respect to the Fund's deposits of cash and securities. The Custodian may only dispose of the assets of the Fund and make payments to third parties on behalf of the Fund on receipt of instructions from the Management Company or its appointed agents.

Upon receipt of instructions from the Management Company, the Custodian will perform all acts of disposal with respect to the assets of the Fund.

The Custodian is entitled to such fees as will be determined from time to time by agreement between the Management Company and the Custodian.

4) Investment Objectives and Policies

The Sub-Funds' investment objectives are to provide risk diversification and long-term growth of capital. The Fund seeks to achieve these objectives by investing the assets of each of its Sub-Funds primarily in securities of companies with relatively small market capitalisations. The assets of the Capital International Global Small Cap Fund - World Sub-Fund may be invested on a world-wide basis whereas the assets of the Capital International Global Small Cap Fund - Ex-Japan Sub-Fund may be invested on a world-wide basis excluding securities issued by issuers incorporated in Japan.

The Sub-Funds' investments will normally be in companies which have individual market capitalisations of less than the equivalent of US\$ 1.2 billion. Neither of the Sub-Funds will normally purchase shares of any company, or add to existing holdings, with a market capitalisations of more than US\$ 1.2 billion. However, the Sub-Funds will not be obliged to sell stocks because this limit is exceeded through appreciation.

The Management Company on behalf of the Fund and each Sub-Fund may also establish and invest in wholly owned investment vehicles where appropriate provided that any such investment vehicles are effectively controlled by the Fund and comply with the relevant Sub-Fund's investment policy for the time being in force.

To achieve the objective of capital appreciation, the Sub-Funds' assets are normally invested in international diversified portfolios of transferable securities listed on official stock exchanges or traded on other regulated markets.

Each Sub-Fund's portfolio will consist primarily of common stocks, or transferable securities with common stock characteristics. However, depending on their comparative attractiveness, investments may also be made in convertibles and fixed-income securities and each Sub-Fund's portfolio may also contain ancillary liquid assets. Securities may also be purchased which are not listed, subject however to the limitation provided in Article 5, (1) (a) (iv). The Management Company may employ techniques and instruments relating to transferable securities in relation to each Sub-Fund (i) for the purpose of efficient portfolio management, and (ii) for the purpose of currency hedging and/or in order to achieve the most appropriate currency distribution with the object of reducing the risk of the depreciation in the value of specific currencies, all within certain limits provided in Article 5.

5) Investment restrictions

The Management Company shall, based upon the principle of risk spreading, have power to determine the corporate and investment policy for the investments of each Sub-Funds.

1) (a) Subject as provided in these Management Regulations, the portfolio of the Sub-Funds will be invested in transferable securities which:

- (i) are listed on a stock exchange in an Eligible State; and/or
- (ii) are dealt in on another regulated market operating regularly, recognised and open to the public in an Eligible State (a «Regulated Market»); and/or;
- (iii) having been recently issued, will meet the requirements of either (i) or (ii) above within a year of the issue. («Eligible Securities»), and/or
- (iv) are not Eligible Securities, provided, however, that (i) they are liquid and susceptible of accurate valuation on each Valuation Date, and (ii) their total value does not exceed 10% of the relevant Sub-Fund's net assets.

«Eligible State» means any country which is included in the Morgan Stanley Capital International All Countries World Free Index revised from time to time and an «Eligible Market» means an official stock exchange or Regulated Market in an Eligible State»).

(b) each Sub-Fund may hold ancillary liquid assets.

(c) No securities will be purchased if, as a result of such purchase, the concerned Sub-Fund would hold more than 10% of any class of securities of any issuer provided (and notwithstanding (a) above) that the Fund may on behalf of a Sub-Fund hold securities of wholly owned investment vehicles provided that any such investment vehicles are effectively controlled by the Fund and comply with the relevant Sub-Fund's investment policy and restrictions for the time being in force.

(d) The Management Company will not invest more than 10% of a Sub-Fund's net assets in one single issuer except that this restriction shall not be applicable in respect of securities issued or guaranteed by a member state of the OECD or their local authorities or public international bodies with European Union, regional or worldwide scope nor to the wholly owned investment vehicles referred to in (c) above.

In addition the Management Company will not make investments on behalf of the Sub-Funds in:

- 2) precious metals, commodities or certificates representing them;
- 3) real estate (other than securities secured upon real estate or issued by companies which invest in real estate);
- 4) securities of other open-ended collective investment undertakings if, as a result, more than 10% of the relevant Sub-Fund's net assets would be so invested, provided that this limitation shall not prohibit such investments in greater amounts on a temporary basis in connection with a merger, consolidation, acquisition or reorganisation;
- 5) securities purchased on margin (except such short-term credit obtained as necessary for the clearance of purchases and sales of securities) or in short sales of securities or short positions.

In addition, the Management Company will not, on behalf of the Fund and its Sub-Funds:

- 6) make loans out of or secured upon the assets of the Sub-Funds or assume on behalf of the Sub-Funds liability for any obligation or indebtedness of any person in respect of borrowed monies, provided that (a) the acquisition of securities in fully or partly-paid form; and (b) the purchase of foreign currency by means of a back-to-back loan, shall not be deemed to constitute a loan;
- 7) make loans to any person or act as guarantor on behalf of third parties provided that for the purposes of this restriction, investment in bonds, debentures, notes or other corporate debt securities or government notes, bills or bonds shall not be deemed to be the making of a loan;
- 8) borrow amounts in excess of 25% of the value of the net assets of the relevant Sub-Fund;
- 9) make investments in any assets involving the assumption of unlimited liability.

The Management Company may under the conditions and within the limits laid down by law, regulations and administrative practice on behalf of the Sub-Funds employ techniques and instruments relating to transferable securities, provided that such techniques and instruments are (i) used for the purpose of efficient portfolio management and/or (ii) intended to reduce exchange risks in the context of the management of the Sub-Funds' assets and liabilities.

10) The Management Company will not, on behalf of the Sub-Funds:

- a) write put options, and
- b) write or purchase call options on securities unless at the date of the relevant transaction (i) call options written do not involve more than 15% of the market value of the securities within the relevant Sub-Fund's portfolio excluding the value of any outstanding call options purchased and (ii) the cost of call options purchased do not exceed 2% of the value of the net assets of the relevant Sub-Fund provided that in the case of each of the limits set out above, closing transactions shall be disregarded;

11) enter into forward currency sales except to the extent, for each currency, of 75% of the value of the relevant Sub-Fund's assets denominated in such currency and in respect of bonds for terms not exceeding their maturities.

The options permitted to be used under paragraph 10. b) above must be quoted on a stock exchange or dealt in a regulated market or must be OTC options, and the contracts permitted to be used under paragraph 11 above may constitute private agreements with highly rated financial institutions specialised in this type of transaction.

If the limitations set forth above are exceeded for reasons beyond the control of the Management Company or as a result of the exercise of subscription rights, the Management Company's priority objective for its sales transactions must be the remedying of that situation, taking due account of the interests of Unitholders.

6) Issue of Units

Units of the Fund shall be issued by the Management Company subject to payment therefor to the Custodian within such period thereafter as the Management Company may from time to time determine.

All Units of each class have rights and privileges which are identical to those of all other Units of such class. Each Unit of each class is, upon issue, and if outstanding, entitled to participate equally with all other Units of such class in any distribution upon declaration of dividends in, or upon liquidation of, the Sub-Fund to which the relevant class relates.

Certificates for Units or confirmations shall be delivered by the Management Company provided that payment for the Units shall have been received by the Custodian.

The Fund has been organised under the Luxembourg law of 19th July, 1991 concerning undertakings for collective investment the securities of which are not intended to be placed with the public.

The sale of Units in the Fund is restricted to institutional investors and the Management Company will not accept to issue Units to persons or companies who are not considered to be institutional investors. In addition, the Management Company will not give effect to any transfer of Units which would result in a non-institutional investor becoming a Unitholder.

The Management Company will refuse to issue Units or the registration of any transfer of Units, if there is not sufficient evidence that the investor or transferee is an institutional investor.

In considering the qualification of a subscriber or transferee as an institutional investor, the Management Company will have due regard to the guidelines or recommendations of the competent authorities.

Institutional investors subscribing for Units in their own names, but on behalf of third parties, must certify to the Management Company that such subscription is made on behalf of institutional investors as aforesaid. The Management Company may require, at its sole discretion, evidence that the beneficial owner of the Units would be an institutional investor.

Units may not be transferred to any person or any entity without prior consent of the Management Company and the Custodian, which consent can only be withheld in the circumstances described above, in the circumstances described in the following paragraph or in any other circumstances where any such transfer would be detrimental to the Fund or its Unitholders.

Furthermore, the Management Company may:

- (a) reject at its discretion any application for Units;
- (b) redeem at any time the Units held by Unitholders, who are excluded from purchasing or holding Units.

7) Offering price

During an initial offering period to be determined by the Management Company, Units in each class will be offered at an issue price per Unit determined by the Management Company plus the sales charge described below.

Thereafter the offering price per Unit in each class will be the Net Asset Value per Unit of that class determined as of the applicable Valuation Date (as defined in Article 10) hereafter) of the relevant class plus a sales charge of up to 5% of the applicable Net Asset Value which may be retained by agents involved in the placing of the Units. Units may be issued in fractions of up to three decimal places.

Subscription for Units must be received by the Management Company not later than 3:00 p.m. in Luxembourg on the relevant Valuation Date.

Payment of the offering price shall be made within eight (8) bank business days (being days other than Saturdays or Sundays on which banks are generally opened for business) in Luxembourg after the applicable Valuation Date normally in United States dollars or, if the Management Company so allows and under the conditions the Management Company will determine and in all cases subject to a report from the auditor of the Fund, by payment in kind.

8) Redemption of Units

Unitholders may at any time request redemption of their Units. The redemption will be made at the Net Asset Value per Unit of the relevant class determined as of the applicable Valuation Date, provided the relevant redemption request is received (with all necessary supporting documentation including certificates (if issued)) not later than 3:00 p.m. in Luxembourg seven (7) bank business days in Luxembourg prior to the relevant Valuation Date.

Payment for Units redeemed will be made within ten (10) bank business days in Luxembourg after the relevant Valuation Date. The Management Company may provide, in exceptional circumstances, for payment in a currency other than United States dollars if in its opinion the state of monetary affairs makes payment in United States dollars either not reasonably practical or prejudicial to the remaining Unitholders.

Notwithstanding the foregoing, the Management Company may, on receiving requests to redeem or convert Units of a class amounting in the aggregate in any calendar month to 10% or more of the total number of Units of that class then in issue:

(a) limit the number of Units of that class redeemed or converted on any Valuation Date to 10% of the total number of Units of that class in issue. In this event, the limitation will apply pro rata so that all Unitholders who apply to redeem or convert their Units of that class on that Valuation Date will be permitted to redeem or convert the same proportion of such Units. Units not redeemed or converted, but which would otherwise have been redeemed or converted, will be carried forward for redemption or conversion, subject to the same limitation, to the next Valuation Date. If requests for redemption or conversion are so carried forward, the Management Company will inform Unitholders accordingly; or

(b) elect to sell assets of the relevant Sub-Fund representing, as nearly as practicable, the same proportion of such Sub-Fund's assets as the Units of that class for which redemption applications have been received bear to the total of the Units of that class then in issue. If the Management Company exercises this option, then the amount due to Unitholders who have applied to have their Units of that class redeemed, will be based on the Net Asset Value per Unit of that class calculated after such sale, which may differ from the Net Asset Value at the time of exercise of such option. Payment will be made forthwith upon the completion of the sale and the receipt by relevant Sub-Fund of the proceeds of sale in a freely convertible currency.

9) Conversion of Units

Unitholders may at any time request conversion of their Units. The conversion will be made at the Net Asset Value per Unit of the relevant classes of Units concerned determined as of the applicable Valuation Date, provided the relevant conversion request is received (with all necessary supporting documentation including certificates (if issued)) not later than 3:00 p.m. in Luxembourg seven (7) bank business days in Luxembourg prior to the relevant Valuation Date.

Conversions shall be made in accordance with the following formula:

$$N = \frac{E \times R \times C}{S}$$

Where:

N is the number of new class Units to be allotted

E is the number of existing class Units to be converted

R is the Net Asset Value of the existing class Units

C is the currency conversion factor (applicable in case of conversions between Sub-Funds with different reference currencies) determined on behalf of the Fund on the relevant Valuation Day as representing the effective rate of currency exchange applicable to the transfer of assets between the relevant Sub-Funds after making such adjustments as may be necessary to reflect the cost of making such transfer; and

S is the Net Asset Value of the new class Units

Where the respective investment policies of each of the Sub-Funds concerned by the relevant conversion so permit, the Management Company may allow, under the conditions it will determine, conversions to occur by an allocation in kind of assets being made from the Sub-Fund of the existing class Units to the Sub-Fund of the new class Units in satisfaction of the issue of the new class Units. Such conversion by allocation in kind will, if required, be subject a report from the auditor of the Fund.

Notwithstanding the foregoing, the power of the Management Company to limit redemptions as provided for in article 8) above applies to conversions and where aggregate conversion and redemption requests of Units of one class exceed the percentage specified therein.

10) Unit certificates

Any person or corporate body shall be eligible to participate in the Fund by subscribing for one or several Units of any class, subject, however, to the provisions contained in Article 6) of these Management Regulations. The Management Company shall issue Units in registered form only. Upon subscription of Units, Unitholders will receive Unit certificates or a confirmation of their holding as Unitholders may require. Each certificate shall carry the signatures of the Management Company and the Custodian, both of which may be in facsimile.

11) Net Asset Value

The net asset value («Net Asset Value») per Unit of each class is determined in United States dollars by the Management Company or its appointed agents on the dates to be determined by the Management Company but in no case less than once monthly (each a «Valuation Date») by dividing the value of the assets of the relevant Sub-Fund less the value of its liabilities (including any provisions considered by the Management Company to be necessary or prudent) by the total number of Units of such class outstanding.

The Net Asset Value of the Fund shall be established by combining the Net Asset Value of each Sub-Fund in issue.

Each Sub-Fund shall be established in the following manner:

(a) the proceeds from the issue of Units in each Sub-Fund shall be allocated on the books of the Fund to such Sub-Fund, and the assets and liabilities and income and expenditures attributable thereto shall be allocated to such Sub-Fund subject to the provisions of this section;

(b) where any assets are derived from another asset, such derivative asset shall be allocated on the books of the Fund to the same Sub-Fund as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant Sub-Fund;

(c) where the Fund incurs a liability which relates to any asset of a particular Sub-Fund, such liability shall be allocated to the relevant Sub-Fund;

(d) in the case where any asset or liability of the Fund cannot be considered as being attributable to a particular Sub-Fund, such asset or liability shall be allocated to all the Sub-Funds pro rata to the Net Asset Values of the relevant Sub-Funds; provided that all liabilities, to whichever Sub-Fund they are attributable, shall, unless otherwise agreed upon by the creditors, be binding upon the Fund as a whole;

(e) upon the record date for determination of the person entitled to any dividend declared on any Sub-Fund, the Net Asset Value of such Sub-Fund shall be reduced by the amount of such dividends.

In determining the Net Asset Value, the following principles are applied:

(a) Except as provided below, (i) securities which are listed on an official stock exchange or traded on any other regulated market will be valued at the last available price on the principal market on which such securities are traded as furnished by a pricing service approved by the Management Company, and (ii) provided that other securities may be valued at prices furnished by, or yield equivalents obtained from, one or more dealers or such pricing services.

(b) if a price cannot be obtained for a security or the above obtained price is not representative of the security's fair value, such security shall be valued at the fair value at which it is expected that it may be resold, as determined in good faith by or under the direction of the Management Company.

Assets or liabilities expressed in terms of currencies other than United States dollars will be translated into United States dollars at the prevailing market rate at the time of valuation. The Net Asset Value per Unit of each class will be rounded down to the nearest cent.

The decisions by the Management Company referred to in sub-paragraphs (a) and (b) above will be made in accordance with policies adopted from time to time by its Board of Directors, setting forth general guidelines for the interim calculation of fair value by officers or other persons designated by the Management Company.

12) Suspension of determination of Net Asset Value and issue, Redemption and conversion of Units

The Management Company may temporarily suspend the determination of the Net Asset Value of any or all Sub-Funds and, consequently, the issue, redemption and conversion of Units:

(a) during any period when any market or stock exchange, which is the principal market or stock exchange on which a material part of the relevant Sub-Fund's investments for the time being are quoted, is closed, otherwise than for ordinary holidays, or in which dealings are substantially restricted or suspended;

(b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal of investments of the relevant Sub-Fund or the determination of the value of the relevant Sub-Fund's assets is not possible;

(c) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price of any of the relevant Sub-Fund's investments or the current prices on any market or stock exchange;

(d) during any period when remittance of monies which will or may be involved in the realisation of any of the relevant Sub-Fund's investments is not possible; and

(e) if, as a result of exchange restrictions or other restrictions affecting the transfer of funds, transactions on behalf of the relevant Sub-Fund are rendered impracticable or if purchases and sales of the relevant Sub-Fund's assets cannot be effected at the normal rate of exchange;

(f) in case of a decision to liquidate the relevant Sub-Fund;

and must suspend the issue, redemption and conversion of Units of any class:

(g) in the case of a decision to liquidate the Fund on or after the day of publication of the first notice advising Unitholders thereof and upon the occurrence of an event causing the Fund to enter into liquidation or upon the order of the Luxembourg supervisory authority.

Unitholders having requested redemption or conversion of their Units will be notified in writing of any such suspension within seven days of their request and will be promptly notified of the termination of such suspension.

13) Charges of the Fund

The costs incurred in its operations by, and charged to, the Fund include:

- all taxes which may be due on the assets and the income of the Sub-Funds;
- usual brokerage and banking fees due on transactions involving securities held in the portfolio of each Sub-Fund;
- the remuneration of the Management Company and the remuneration of any investment adviser paid out of the assets of the Fund, and the remuneration and out-of-pocket expenses of the Domiciliary Agent, Corporate Agent, Registrar and Transfer Agent, the Custodian and other banks and financial institutions entrusted by the Custodian with custody of assets of the Fund;

- legal expenses incurred by the Management Company or the Custodian while acting in the interests of the Unitholders;

- cost of buying and selling portfolio securities, the costs of legal publications, prospectuses, financial reports and other documents made available to Unitholders, governmental charges, legal and auditing fees, costs related to the registration of the Fund and its Sub-Funds for the sale of its Units in foreign jurisdictions and of the translation of any documents to this effect, interest, reporting expenses, postage, telephone and telex, reasonable marketing and advertisement expenses and generally any other expenses arising from its administration.

All recurring charges will be charged first against income.

The costs and expenses of the formation of the Fund will be amortised over a period of five years.

The costs and expenses incurred in the reorganisation of the original Fund into an umbrella fund will be apportioned between the Sub-Funds pro rata to their Net Asset Values and amortised over five years as permitted by Luxembourg law.

14) Accounting year, Audit

The accounts of the Fund are closed each year on the last day of November of each year.

The Management Company shall appoint an auditor who shall, with respect to the assets of the Fund, carry out the duties prescribed by Luxembourg law.

15) Dividends

The Management Company may proceed to any distributions permitted by law. Any dividends or distributions shall be paid to the Unitholders as soon as practicable after their declaration.

Dividends not claimed within five years from their due date will lapse and revert to the Fund unless the Fund has ceased to exist in which case dividends will be treated as liquidation proceeds as described in Article 18) hereof.

16) Amendment of the Management Regulations

The Management Company may, upon approval of the Custodian, amend these Management Regulations in whole or in part at any time.

Amendments will become effective 5 days after their publication in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg (the «Mémorial»).

17) Publications

The latest Net Asset Value per Unit of each class will be available in Luxembourg at the registered office of the Management Company.

The audited annual report and the unaudited semi-annual reports of the Fund will be sent at no cost to Unitholders to their address appearing in the register of Unitholders.

Any amendments to these Management Regulations, including the dissolution of the Fund, will be published in the Mémorial.

Any notices to Unitholders will be sent to their address appearing in the register of Unitholders and to the extent required by Luxembourg law, will be published in the Mémorial.

18) Duration of the Fund, Liquidation

The Fund is established for an undetermined duration.

However, the Fund and each Sub-Fund may be dissolved at any time by decision of the Management Company and the Custodian and the Fund will furthermore be dissolved in the circumstances provided for by Luxembourg law. A notice of dissolution of the Fund will then be published in the Mémorial and in at least three (3) newspapers of appropriate distribution, of which at least one must be a Luxembourg newspaper.

The Management Company will in such notice indicate to Unitholders that they may instruct the Management Company, within a period specified in such notice, that they require that a liquidation distribution in kind be made to them. The Management Company will, subject to the principle of equal treatment of respective Unitholders, then realise the assets of the Fund or the relevant Sub-Fund as the case may be other than those to be distributed in kind, in the best interest of the Unitholders, and the Custodian, upon instructions from the Management Company, will distribute the net proceeds of liquidation (after deducting all liquidation expenses) attributable to each Sub-Fund to Unitholders of the relevant class in proportion to the Units of such class held by cash transfer or transfer in kind in accordance with their instructions. If required, distributions in kind will be subject to a report of the auditors of the Fund. The proceeds of liquidation of each Sub-Fund corresponding to Units not surrendered for repayment at the close of liquidation will be kept in safe custody with the Luxembourg «Caisse des Consignations» until the legal prescription period has elapsed. As soon as any circumstance leading to a state of liquidation of the Fund arises, the Unitholders will be informed thereof by means of a notice sent to their address appearing in the register of Unitholders, and the issue, redemption and conversion of Units will be suspended by the Management Company.

The liquidation or the partition of the Fund or a Sub-Fund may not be requested by a Unitholder.

By agreement between the Management Company and the Custodian, a Sub-Fund may be liquidated at any time and Units of another Sub-Fund may be allocated to the Unitholders of the Sub-Fund to be liquidated against contribution in kind of the assets of such Sub-Fund (to be valued by an auditor's report) to the other Sub-Fund. Such a liquidation can only be made if such liquidation is justified by the size of the liquidated Sub-Fund, by a change in the economical or political situation affecting the Sub-Fund or when the Management Company believes it is impossible or difficult to achieve the investment objectives of a Sub-Fund due to the occurrence of any events in the markets or securities in which a Sub-Fund invests or is made for any other reason to assure the best interests of the Unitholders concerned.

19) Statute of limitation

The claims of the Unitholders against the Management Company or the Custodian will lapse five years after the date of the event which gave rise to such claims.

20) Applicable law, Jurisdiction and governing language

Disputes arising between the Unitholders, the Management Company and the Custodian shall be settled according to Luxembourg law and subject to the jurisdiction of the District Court of Luxembourg, provided, however, that the Management Company and the Custodian may subject themselves and the Fund to the jurisdiction of courts of the countries, in which the Units of the Fund are offered and sold, with respect to claims by investors resident in such countries and, with respect to matters relating to subscriptions, conversions and redemptions by Unitholders resident in such countries, to the laws of such countries. English shall be the governing language for these Management Regulations, provided, however, that the Management Company and the Custodian may, on behalf of themselves and the Fund, consider as binding the translation in languages of the countries in which the Units of the Fund are offered and sold, with respect to Units sold to investors in such countries.

These Consolidated Management Regulations will become effective five days after their publication in the Mémorial.

Luxembourg 18th March, 1998.

CAPITAL INTERNATIONAL GLOBAL
SMALL CAP FUND MANAGEMENT
COMPANY S.A.

CHASE MANHATTAN
BANK LUXEMBOURG S.A.
as Custodian

Enregistré à Luxembourg, le 18 mars 1998, vol. 504, fol. 23, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Luxembourg, le 19 mars 1998.

(12167/260/415) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 1998.

SOUTIRAGES LUXEMBOURGEOIS, Société Anonyme.

Siège social: L-1818 Howald, 2, rue des Joncs.
R. C. Luxembourg B 62.140.

EXTRAIT

Suite à une décision de l'assemblée générale des actionnaires, le Conseil d'administration de la société se compose de Monsieur Philippe Lenfant, Monsieur Willem Zijerveld, Monsieur Frank Govaerts et Monsieur Benit Crabeels.

Pour publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société
Signature*

Enregistré à Luxembourg, le 2 mars 1998, vol. 503, fol. 57, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(10356/267/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 1998.

MILLICOM LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8080 Bertrange, 75, route de Longwy.
R. C. Luxembourg B 59.560.

*Extrait du procès-verbal d'une assemblée générale extraordinaire des actionnaires
tenue à Luxembourg, le 17 juillet 1997*

L'assemblée décide d'augmenter le nombre des administrateurs de 4 à 6 et de nommer nouveaux administrateurs Messieurs Jan H. Stenbeck demeurant à Bertrange et Gaston Thorn demeurant à Luxembourg.

Pour extrait conforme aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la Société
Signature*

Enregistré à Luxembourg, le 9 mars 1998, vol. 503, fol. 85, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(11231/267/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 1998.

**MIDLAND INTERNATIONAL CIRCUIT FUND,
Société d'Investissement à Capital Variable (in liquidation).**

Registered office: Luxembourg, 1-7, rue Nina et Julien Lefèvre.
R. C. Luxembourg B 31.489.

DISSOLUTION

Extract of the decisions of a general meeting of shareholders held on 15th January 1998

The meeting resolved:

- to close the liquidation
- to have the books and records of the Corporation kept for a period of 5 years at the offices of TRINKAUS & BURKHARDT (INTERNATIONAL) S.A.
- to have the amounts which could not be paid to creditors and proceeds
- which could not be distributed to the persons entitled thereto deposited in escrow at the Caisse des Consignations.

Luxembourg, 16 January 1998.

*Signature
The Liquidator*

Enregistré à Luxembourg, le 10 mars 1998, vol. 503, fol. 90, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(11438/705/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 1998.

I.I.I., INDUSTRIAL INVESTMENT INCORPORATED S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 14.240.

SIDERTUBES S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 13.179.

PROJET DE FUSION

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le dix-sept février.

Par-devant Maître Marthe Thyès-Walch, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Ont comparu:

I.- Monsieur Alain Renard, employé privé, demeurant à Olm;
agissant en tant que mandataire du conseil d'administration de la société anonyme I.I.I. INDUSTRIAL INVESTMENT INCORPORATED S.A., ayant son siège social établi à L-2960 Luxembourg, 11, rue Aldringen, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro 14.240, constituée par acte reçu le 26 octobre 1976, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 274 du 7 décembre 1976;

en vertu d'un pouvoir lui conféré par décision du conseil d'administration, prise en sa réunion du premier décembre 1997;

un extrait du procès-verbal de ladite réunion, après avoir été signé ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être formalisé avec lui.

II.- Monsieur Carlo Schlessler, licencié en sciences économiques et hautes études fiscales, demeurant à Howald;
agissant en tant que mandataire du conseil d'administration de la société anonyme SIDERTUBES S.A., ayant son siège social établi à L-2960 Luxembourg, 11, rue Aldringen, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro 13.179, constituée par acte reçu le 30 juillet 1975, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 211 du 7 novembre 1975;

en vertu d'un pouvoir à lui conféré par décision du conseil d'administration, prise en sa réunion du premier décembre 1997;

un extrait du procès-verbal de ladite réunion, après avoir été signé ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être formalisé avec lui.

Lesquels, ès qualités qu'ils agissent, ont requis le notaire instrumentant d'acter:

1.- Que la société anonyme I.I.I. INDUSTRIAL INVESTMENT INCORPORATED S.A. détient la totalité (cent pour cent) des 200 (deux cents) actions et autres titres conférant droit de vote de la société SIDERTUBES S.A., représentant la totalité de son capital social souscrit, fixé à USD 200.000,- (deux cent mille U.S. dollars).

2.- Que la société anonyme I.I.I. INDUSTRIAL INVESTMENT INCORPORATED S.A. entend fusionner avec la société anonyme SIDERTUBES S.A. par absorption de cette dernière, qui l'accepte.

3.- Que la date à partir de laquelle les opérations de la société absorbée sont considérées du point de vue comptable comme accomplies pour le compte de la société absorbante a été fixée au 30 novembre 1997.

4.- Qu'aucun avantage particulier n'est attribué aux experts-réviseurs chargés des rapports, ni aux administrateurs ou aux commissaires des deux sociétés qui fusionnent.

5.- Que la fusion prendra de plein droit effet entre parties un mois après la publication du présent projet de fusion au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, et ce conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi sur les sociétés commerciales.

6.- Que les actionnaires de I.I.I. INDUSTRIAL INVESTMENT INCORPORATED S.A. sont en droit, pendant un mois à compter de la publication au Mémorial C du projet de fusion, de prendre connaissance, au siège social de la société, des documents indiqués à l'article 267 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, à savoir: le projet de fusion, les comptes annuels et un état comptable des sociétés qui fusionnent, arrêtés au 30 novembre 1997. Une copie de ces documents peut être obtenue par tout actionnaire sans frais et sur simple demande.

7.- Qu'un ou plusieurs actionnaires de la société absorbante, disposant d'au moins 5% (cinq pour cent) des actions du capital souscrit, ont le droit de requérir pendant le même délai la convocation d'une assemblée générale appelée à se prononcer sur l'approbation de la fusion.

8.- Qu'à défaut de convocation d'une assemblée et du rejet du projet de fusion par celle-ci, la fusion deviendra définitive comme indiqué ci-avant et entraînera de plein droit les effets prévus à l'article 274 de la loi sur les sociétés commerciales.

9.- Que le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes de la société absorbée prend fin à la date effective de la fusion et que décharge est accordée avec effet à cette même date aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la société absorbée.

10.- Que la société absorbante procédera à toutes les formalités nécessaires ou utiles pour donner effet à la fusion et à la cession de tous les avoirs et obligations de la société absorbée ainsi qu'à la radiation de la société absorbée auprès du registre de commerce et des sociétés compétent.

11.- Que les documents sociaux de la société absorbée seront conservés pendant le délai légal au siège de la société absorbante.

Le notaire soussigné déclare attester la légalité du présent projet de fusion, conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la loi sur les sociétés commerciales.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: A. Renard, C. Schlessler, M. Thyès-Walch.

Enregistré à Luxembourg, le 19 février 1998, vol. 105S, fol. 82, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mars 1998.

M. Thyès-Walch.

(11201/215/71) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 1998.

HIGHLANDS S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-1637 Luxembourg, 24-28, rue Goethe.

STATUTES

In the year one thousand nine hundred and ninety-seven, on the fourth of December.

Before Us, Maître Alex Weber, notary, residing in Bascharage.

There appeared:

1.- ALMASI LIMITED, with registered office in Dublin 2 (Ireland), 17, Dame Street, here represented by Mr Simon W. Baker, qualified accountant, residing in Steinsel, by virtue of a proxy given on September 15th, 1994, which proxy has been filed to the deeds of the undersigned notary by virtue of a deposit deed dated December 13th, 1994;

2.- BLANCON LIMITED, with registered office in Dublin 2 (Ireland), 17, Dame Street, here represented by Mr Simon W. Baker, prenamed, by virtue of a proxy given on September 15th, 1994, which proxy has been filed to the deeds of the undersigned notary by virtue of a deposit deed dated December 13th, 1994.

Such appearing parties, in the capacity in which they act, have requested the notary to inscribe as follows the articles of association of a «société anonyme» which they form between themselves:

Title I.- Denomination, Registered office, Object, Duration

Art. 1. There is hereby established a «société anonyme» under the name of HIGHLANDS S.A.

Art. 2. The registered office of the corporation is established in Luxembourg.

If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between this office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances.

Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the corporation. Such declaration of the transfer of the registered office shall be made and brought to the attention of third parties by the organ of the corporation which is best situated for this purpose under such circumstances.

Art. 3. The corporation is established for an unlimited period.

Art. 4. The corporation shall have as its business purpose the holding of participations, in any form whatever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, the possession, the administration, the development and the management of its portfolio.

The corporation may participate in the establishment and development of any financial, industrial or commercial enterprises and may render any assistance by way of loan, guarantees or otherwise to subsidiaries or affiliated companies.

The corporation may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds.

In general, it may take any controlling and supervisory measures and carry out any financial, movable or immovable, commercial and industrial operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose.

Title II.- Capital, Shares

Art. 5. The corporate capital is set at one million two hundred and fifty thousand Luxembourg francs (1,250,000.- LUF), divided in one thousand two hundred and fifty (1,250) shares having a par value of one thousand Luxembourg francs (1,000.- LUF) each.

The shares may be created at the owner's option in certificates representing single shares or in certificates representing two or more shares.

The shares are in registered or bearer form, at the shareholder's option.

The corporation may, to the extent and under the terms permitted by law, purchase its own shares.

The corporate capital may be increased or reduced in compliance with the legal requirements.

Title III.- Management

Art. 6. The corporation is managed by a Board of Directors composed of at least three members, either shareholders or not, who are appointed for a period not exceeding six years by the general meeting of shareholders which may at any time remove them.

The number of directors, their term of office and their remuneration are fixed by the general meeting of the shareholders.

Art. 7. The Board of Directors will elect from among its members a chairman.

The Board of Directors convenes upon call by the chairman, as often as the interest of the corporation so requires. It must be convened each time two directors so request.

Art. 8. The Board of Directors is invested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate object.

All powers not expressly reserved by law or by the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board of Directors. In particular, the Board shall have the power to issue bonds and debentures. The Board of Directors may pay interim dividends in compliance with the legal requirements.

Art. 9. The corporation will be bound in any circumstances by the joint signatures of two members of the Board of Directors, provided that special decisions may be reached concerning the authorized signature in case of delegation of powers or proxies given by the Board of Directors pursuant to article 10 of the present articles of association.

Art. 10. The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management of the corporation to one or more directors, who will be called managing directors.

It may also commit the management of all the affairs of the corporation or of a special branch to one or more managers, and give special powers for determined matters to one or more proxy holders, selected from its own members or not, either shareholders or not.

Art. 11. Any litigations involving the corporation either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the corporation by the Board of Directors, represented by its chairman or by the director delegated for this purpose.

Title IV.- Supervision

Art. 12. The corporation is supervised by one or several statutory auditors, appointed by the general meeting of shareholders which will fix their number and their remuneration, as well as the term of their office, which must not exceed six years.

Title V.- General meeting

Art. 13. The annual meeting will be held in Luxembourg at the place specified in the convening notices on the second Thursday in April, at 10.30 a.m.

If such day is a legal holiday, the general meeting will be held on the next following business day.

Title VI.- Accounting year, Allocation of profits

Art. 14. The accounting year of the corporation shall begin on the first of January and shall terminate on the thirty-first of December each year.

Art. 15. After deduction of any and all of the expenses of the corporation and the amortizations, the credit balance represents the net profits of the corporation. Of the net profits, five per cent (5.00 %) shall be appropriated for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten per cent (10.00 %) of the capital of the corporation, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatever, it has been reduced.

The balance is at the disposal of the general meeting.

Title VII.- Dissolution, Liquidation

Art. 16. The corporation may be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders. If the corporation is dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders which will specify their powers and fix their remunerations.

Title VIII.- General provisions

Art. 17. All matters not governed by these articles of association are to be construed in accordance with the law of August 10th, 1915 on commercial companies and the amendments hereto.

Transitory dispositions

1) Exceptionally, the first accounting year shall begin on the date of the formation of the corporation and shall terminate on the thirty-first of December 1998.

2) The first general meeting will be held in 1999.

Subscription and payment

The articles of association having thus been established, the parties appearing declare to subscribe to the whole capital as follows:

1) ALMASI LIMITED, prenamed, six hundred and twenty-five shares	625
2) BLANCON LIMITED, prenamed, six hundred and twenty-five shares	625
Total: one thousand two hundred and fifty shares	1,250

All the shares have been paid up to the extent of one hundred per cent (100 %) by payment in cash, so that the amount of one million two hundred and fifty thousand Luxembourg francs (1,250,000.- LUF) is now available to the company, evidence thereof having been given to the notary.

Statement

The undersigned notary states that the conditions provided for in article 26 as amended of the law of August 10th, 1915 on commercial companies, have been observed.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatever, which the corporation incurs or for which it is liable by reason of its incorporation, is approximately seventy-five thousand Luxembourg francs (75,000.- LUF).

Extraordinary general meeting

The above-named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convoked, have immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote:

1.- The number of directors is fixed at three (3) and the number of auditors at one (1).

2.- The following have been appointed directors:

- a) Mr Simon W. Baker, qualified accountant, residing in Steinsel;
- b) Mr Anthony John Nightingale, financial adviser, residing in Luxembourg;
- c) Mrs Dawn Evelyn Shand, secretary, residing in Luxembourg.

3.- Has been appointed statutory auditor: AUDILUX LIMITED, having its registered office in Douglas (Isle of Man).

4.- Their terms of office will expire after the annual meeting of shareholders of the year 2003.

5.- The registered office of the company is established in L-1637 Luxembourg, 24-28, rue Goethe.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the date named at the beginning of this document.

This deed having been read to the appearing person, known to the notary by his surname, Christian names, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French translation. At the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept, le quatre décembre.

Par-devant Maître Alex Weber, notaire de résidence à Bascharage.

Ont comparu:

1.- ALMASI LIMITED, avec siège social à Dublin 2 (Irlande), 17, Dame Street, ici représentée par Monsieur Simon W. Baker, expert-comptable, demeurant à Steinsel, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 15 septembre 1994, laquelle a été déposée au rang des minutes du notaire instrumentant, en vertu d'un acte de dépôt reçu en date du 13 décembre 1994;

2.- BLANCON LIMITED, avec siège social à Dublin 2 (Irlande), 17, Dame Street, ici représentée par Monsieur Simon W. Baker, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 15 septembre 1994, laquelle a été déposée au rang des minutes du notaire instrumentant, en vertu d'un acte de dépôt reçu en date du 13 décembre 1994.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant d'arrêter, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société anonyme qu'ils constituent entre eux:

Titre I^{er}.- Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Il est formé par le présent acte une société anonyme sous la dénomination de HIGHLANDS S.A.

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura cependant aucun effet sur la nationalité de la société. Pareille déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui est le mieux placé pour le faire dans ces circonstances.

Art. 3. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale et prêter tous concours, que ce soit par des prêts, garanties ou de toute autre manière à des sociétés accessoires ou affiliées.

La société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toute opération financière, mobilière ou immobilière, commerciale ou industrielle qu'elle jugera utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

Titre II.- Capital, Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (1.250.000,- LUF), divisé en mille deux cent cinquante (1.250) actions, d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (1.000,- LUF) chacune.

Les actions peuvent être créées, au choix du propriétaire, en certificats unitaires ou en certificats représentant deux ou plusieurs actions.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

La société peut, dans la mesure où et aux conditions auxquelles la loi le permet, procéder au rachat de ses propres actions.

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions légales requises.

Titre III.- Administration

Art. 6. La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale, pour un terme ne pouvant pas dépasser six ans et en tout temps révocables par elle.

Le nombre d'administrateurs, la durée de leur mandat et leurs émoluments sont fixés par l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 7. Le conseil d'administration élira parmi ses membres un président.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.

Art. 8. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition conformément à l'objet social.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale sont de la compétence du conseil d'administration. En particulier, le conseil d'administration aura le pouvoir d'émettre des obligations. En respectant les dispositions légales, des acomptes sur dividendes peuvent être payés par le conseil d'administration.

Art. 9. La société sera valablement engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux administrateurs à moins que des décisions spéciales n'aient été prises concernant la signature autorisée en cas de délégation de pouvoirs ou de procurations données par le conseil d'administration conformément à l'article 10 des présents statuts.

Art. 10. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs, qui seront appelés administrateurs-délégués.

Il peut aussi confier la gestion de toutes les activités de la société ou d'une branche spéciale de la société à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour l'accomplissement de tâches précises à un ou plusieurs mandataires, qui ne doivent pas être membres du conseil d'administration ou actionnaires de la société.

Art. 11. Tous les litiges, où la société est impliquée comme demandeur ou comme défendeur, seront traités au nom de la société par le conseil d'administration, représenté par son président ou par l'administrateur-délégué à cet effet.

Titre IV.- Surveillance

Art. 12. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat qui ne peut pas excéder six ans.

Titre V.- Assemblée générale

Art. 13. L'assemblée générale annuelle se tiendra à Luxembourg, à l'endroit spécifié dans la convocation, le deuxième jeudi du mois d'avril, à 10.30 heures. Si ce jour est férié, l'assemblée générale se tiendra le jour ouvrable suivant.

Titre VI.- Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 14. L'année sociale de la société commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 15. L'excédent favorable du bilan, après déduction de toutes les charges de la société et des amortissements, constitue le bénéfice net de la société. Il est prélevé cinq pour cent (5 %) du bénéfice net pour la constitution de la réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteindra dix pour cent (10 %) du capital social, mais reprendra son cours si, pour une cause quelconque, ladite réserve se trouve entamée.

Le reste du bénéfice est à la disposition de l'assemblée générale.

Titre VII.- Dissolution, Liquidation

Art. 16. La société peut être dissoute par une décision de l'assemblée générale des actionnaires. Si la société est dissoute, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui détermine leurs pouvoirs et fixe leurs émoluments.

Titre VIII.- Dispositions générales

Art. 17. Pour tous les points non réglés par les présents statuts, les parties se réfèrent à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures.

Dispositions transitoires

- 1) Exceptionnellement, la première année sociale commencera le jour de la constitution de la société et finira le 31 décembre 1998.
- 2) La première assemblée générale se tiendra en 1999.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant ainsi été établis, les comparants déclarent souscrire l'intégralité du capital comme suit:

1) ALMASI LIMITED, prénommée, six cent vingt-cinq actions	625
2) BLANCON LIMITED, prénommée, six cent vingt-cinq actions	625
Total: mille deux cent cinquante actions	1.250

Toutes les actions ont été libérées en raison de cent pour cent (100 %) par des versements en espèces, de sorte que la somme d'un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (1.250.000,- LUF) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare que les conditions prévues par l'article 26 de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée ultérieurement, sont remplies.

Frais

Le montant global des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est évalué approximativement à soixante-quinze mille francs luxembourgeois (75.000,- LUF).

Assemblée générale extraordinaire

Les comparants préqualifiés, représentant la totalité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoqués, se sont ensuite constitués en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

- 1.- Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et celui des commissaires à un (1).
- 2.- Ont été appelés aux fonctions d'administrateur:
 - a) Monsieur Simon W. Baker, expert-comptable, demeurant à Steinsel;
 - b) Monsieur Anthony John Nightingale, conseiller financier, demeurant à Luxembourg;
 - c) Madame Dawn Evelyn Shand, secrétaire, demeurant à Luxembourg.
- 3.- A été appelée aux fonctions de commissaire aux comptes: AUDILUX LIMITED, ayant son siège social à Douglas (Ile de Man).
- 4.- Leur mandat expirera après l'assemblée générale des actionnaires de l'année 2003.
- 5.- Le siège social de la société est fixé à L-1637 Luxembourg, 24-28, rue Goethe.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg-Ville, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite au comparant, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom, état et demeure, ledit comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur la demande des comparants, le présent acte de société est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française. A la demande des mêmes comparants, il est spécifié qu'en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, le texte anglais fera foi.

Signé: W. Baker, A. Weber.

Enregistré à Capellen, le 10 décembre 1997, vol. 411, fol. 59, case 5. – Reçu 12.500 francs.

Le Receveur (signé): J. Medinger.

Pour expédition conforme, sur papier libre, délivrée à la société à sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bascharage, le 19 décembre 1997.

A. Weber.

(48292/236/297) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 1997.

EPWORTH S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-1637 Luxembourg, 24-28, rue Goethe.

STATUTES

In the year one thousand nine hundred and ninety-seven, on the fourth of December.
Before Us, Maître Alex Weber, notary, residing in Bascharage.

There appeared:

1.- ALMASI LIMITED, with registered office in Dublin 2 (Ireland), 17, Dame Street, here represented by Mr Simon W. Baker, qualified accountant, residing in Steinsel, by virtue of a proxy given on September 15th, 1994, which proxy has been filed to the deeds of the undersigned notary by virtue of a deposit deed dated December 13th, 1994;

2.- BLANCON LIMITED, with registered office in Dublin 2 (Ireland), 17, Dame Street, here represented by Mr Simon W. Baker, prenamed, by virtue of a proxy given on September 15th, 1994, which proxy has been filed to the deeds of the undersigned notary by virtue of a deposit deed dated December 13th, 1994.

Such appearing parties, in the capacity in which they act, have requested the notary to inscribe as follows the articles of association of a «société anonyme» which they form between themselves:

Title I.- Denomination, Registered office, Object, Duration

Art. 1. There is hereby established a «société anonyme» under the name of EPWORTH S.A.

Art. 2. The registered office of the corporation is established in Luxembourg.

If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between this office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances.

Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the corporation. Such declaration of the transfer of the registered office shall be made and brought to the attention of third parties by the organ of the corporation which is best situated for this purpose under such circumstances.

Art. 3. The corporation is established for an unlimited period.

Art. 4. The corporation shall have as its business purpose the holding of participations, in any form whatever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, the possession, the administration, the development and the management of its portfolio.

The corporation may participate in the establishment and development of any financial, industrial or commercial enterprises and may render any assistance by way of loan, guarantees or otherwise to subsidiaries or affiliated companies.

The corporation may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds.

In general, it may take any controlling and supervisory measures and carry out any financial, movable or immovable, commercial and industrial operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose.

Title II.- Capital, Shares

Art. 5. The corporate capital is set at one million two hundred and fifty thousand Luxembourg francs (1,250,000.- LUF), divided into one thousand two hundred and fifty (1,250) shares having a par value of one thousand Luxembourg francs (1,000.- LUF) each.

The shares may be created at the owner's option in certificates representing single shares or in certificates representing two or more shares.

The shares are in registered or bearer form, at the shareholder's option.

The corporation may, to the extent and under the terms permitted by law, purchase its own shares.

The corporate capital may be increased or reduced in compliance with the legal requirements.

Title III.- Management

Art. 6. The corporation is managed by a Board of Directors composed of at least three members, either shareholders or not, who are appointed for a period not exceeding six years by the general meeting of shareholders which may at any time remove them.

The number of directors, their term of office and their remuneration are fixed by the general meeting of the shareholders.

Art. 7. The Board of Directors will elect from among its members a chairman.

The Board of Directors convenes upon call by the chairman, as often as the interest of the corporation so requires. It must be convened each time two directors so request.

Art. 8. The Board of Directors is invested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate object.

All powers not expressly reserved by law or by the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board of Directors. In particular, the Board shall have the power to issue bonds and debentures. The Board of Directors may pay interim dividends in compliance with the legal requirements.

Art. 9. The corporation will be bound in any circumstances by the joint signatures of two members of the Board of Directors, provided that special decisions may be reached concerning the authorized signature in case of delegation of powers or proxies given by the Board of Directors pursuant to article 10 of the present articles of association.

Art. 10. The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management of the corporation to one or more directors, who will be called managing directors.

It may also commit the management of all the affairs of the corporation or of a special branch to one or more managers, and give special powers for determined matters to one or more proxy holders, selected from its own members or not, either shareholders or not.

Art. 11. Any litigations involving the corporation either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the corporation by the Board of Directors, represented by its chairman or by the director delegated for this purpose.

Title IV.- Supervision

Art. 12. The corporation is supervised by one or several statutory auditors, appointed by the general meeting of shareholders which will fix their number and their remuneration, as well as the term of their office, which must not exceed six years.

Title V.- General meeting

Art. 13. The annual meeting will be held in Luxembourg at the place specified in the convening notices on the second Thursday in April, at 11.30 a.m.

If such day is a legal holiday, the general meeting will be held on the next following business day.

Title VI.- Accounting year, Allocation of profits

Art. 14. The accounting year of the corporation shall begin on the first of January and shall terminate on the thirty-first of December each year.

Art. 15. After deduction of any and all of the expenses of the corporation and the amortizations, the credit balance represents the net profits of the corporation. Of the net profits, five per cent (5.00 %) shall be appropriated for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten per cent (10.00 %) of the capital of the corporation, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatever, it has been reduced.

The balance is at the disposal of the general meeting.

Title VII.- Dissolution, Liquidation

Art. 16. The corporation may be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders. If the corporation is dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders which will specify their powers and fix their remunerations.

Title VIII.- General provisions

Art. 17. All matters not governed by these articles of association are to be construed in accordance with the law of August 10th, 1915 on commercial companies and the amendments hereto.

Transitory dispositions

1) Exceptionally, the first accounting year shall begin on the date of the formation of the corporation and shall terminate on the thirty-first of December 1998.

2) The first general meeting will be held in 1999.

Subscription and payment

The articles of association having thus been established, the parties appearing declare to subscribe to the whole capital as follows:

1) ALMASI LIMITED, prenamed, six hundred and twenty-five shares	625
2) BLANCON LIMITED, prenamed, six hundred and twenty-five shares	625
Total: one thousand two hundred and fifty shares	1,250

All the shares have been paid up to the extent of one hundred per cent (100 %) by payment in cash, so that the amount of one million two hundred and fifty thousand Luxembourg francs (1,250,000.- LUF) is now available to the company, evidence thereof having been given to the notary.

Statement

The undersigned notary states that the conditions provided for in article 26 as amended of the law of August 10th 1915 on commercial companies, have been observed.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatever, which the corporation incurs or for which it is liable by reason of its incorporation, is approximately seventy-five thousand Luxembourg francs (75,000.- LUF).

Extraordinary general meeting

The above-named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convoked, have immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote:

- 1.- The number of directors is fixed at three (3) and the number of auditors at one (1).
- 2.- The following have been appointed directors:
 - a) Mr Simon W. Baker, qualified accountant, residing in Steinsel;
 - b) Mr Anthony John Nightingale, financial adviser, residing in Luxembourg;
 - c) Mrs Dawn Evelyn Shand, secretary, residing in Luxembourg.
- 3.- Has been appointed statutory auditor: AUDILUX LIMITED, having its registered office in Douglas (Isle of Man).
- 4.- Their terms of office will expire after the annual meeting of shareholders of the year 2003.
- 5.- The registered office of the company is established in L-1637 Luxembourg, 24-28, rue Goethe.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the date named at the beginning of this document.

This deed having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary by their surnames, Christian names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with the notary the present deed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French translation. At the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept, le quatre décembre.
Par-devant Maître Alex Weber, notaire de résidence à Bascharage.

Ont comparu:

- 1.- ALMASI LIMITED, avec siège social à Dublin 2 (Irlande), 17, Dame Street, ici représentée par Monsieur Simon W. Baker, expert-comptable, demeurant à Steinsel, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 15 septembre 1994, laquelle a été déposée au rang des minutes du notaire instrumentant, en vertu d'un acte de dépôt reçu en date du 13 décembre 1994;
- 2.- BLANCON LIMITED, avec siège social à Dublin 2 (Irlande), 17, Dame Street, ici représentée par Monsieur Simon W. Baker, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 15 septembre 1994, laquelle a été déposée au rang des minutes du notaire instrumentant, en vertu d'un acte de dépôt reçu en date du 13 décembre 1994.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant d'arrêter, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société anonyme qu'ils constituent entre eux:

Titre I^{er}.- Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Il est formé par le présent acte une société anonyme sous la dénomination de EPWORTH S.A.

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura cependant aucun effet sur la nationalité de la société. Pareille déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui est le mieux placé pour le faire dans ces circonstances.

Art. 3. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale et prêter tous concours, que ce soit par des prêts, garanties ou de toute autre manière à des sociétés filiales ou affiliées.

La société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toute opération financière, mobilière ou immobilière, commerciale ou industrielle qu'elle jugera utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

Titre II.- Capital, Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (1.250.000.- LUF), divisé en mille deux cent cinquante (1.250) actions, d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (1.000.- LUF) chacune.

Les actions peuvent être créées, au choix du propriétaire, en certificats unitaires ou en certificats représentant deux ou plusieurs actions.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

La société peut, dans la mesure où et aux conditions auxquelles la loi le permet, procéder au rachat de ses propres actions.

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions légales requises.

Titre III.- Administration

Art. 6. La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale, pour un terme ne pouvant pas dépasser six ans et en tout temps révocables par elle.

Le nombre d'administrateurs, la durée de leur mandat et leurs émoluments sont fixés par l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 7. Le conseil d'administration élira parmi ses membres un président.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.

Art. 8. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition conformément à l'objet social.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale sont de la compétence du conseil d'administration. En particulier, le conseil d'administration aura le pouvoir d'émettre des obligations. En respectant les dispositions légales, des acomptes sur dividendes peuvent être payés par le conseil d'administration.

Art. 9. La société sera valablement engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux administrateurs à moins que des décisions spéciales n'aient été prises concernant la signature autorisée en cas de délégation de pouvoirs ou de procurations données par le conseil d'administration conformément à l'article 10 des présents statuts.

Art. 10. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs, qui seront appelés administrateurs-délégués.

Il peut aussi confier la gestion de toutes les activités de la société ou d'une branche spéciale de la société à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour l'accomplissement de tâches précises à un ou plusieurs mandataires, qui ne doivent pas être membres du conseil d'administration ou actionnaires de la société.

Art. 11. Tous les litiges, où la société est impliquée comme demandeur ou comme défendeur, seront traités au nom de la société par le conseil d'administration, représenté par son président ou par l'administrateur-délégué à cet effet.

Titre IV.- Surveillance

Art. 12. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat qui ne peut pas excéder six ans.

Titre V.- Assemblée générale

Art. 13. L'assemblée générale annuelle se tiendra à Luxembourg, à l'endroit spécifié dans la convocation, le deuxième jeudi du mois d'avril, à 11.30 heures. Si ce jour est férié, l'assemblée générale se tiendra le jour ouvrable suivant.

Titre VI.- Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 14. L'année sociale de la société commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 15. L'excédent favorable du bilan, après déduction de toutes les charges de la société et des amortissements, constitue le bénéfice net de la société. Il est prélevé cinq pour cent (5 %) du bénéfice net pour la constitution de la réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteindra dix pour cent (10 %) du capital social, mais reprendra son cours si, pour une cause quelconque, ladite réserve se trouve entamée.

Le reste du bénéfice est à la disposition de l'assemblée générale.

Titre VII.- Dissolution, Liquidation

Art. 16. La société peut être dissoute par une décision de l'assemblée générale des actionnaires. Si la société est dissoute, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui détermine leurs pouvoirs et fixe leurs émoluments.

Titre VIII.- Dispositions générales

Art. 17. Pour tous les points non réglés par les présents statuts, les parties se réfèrent à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures.

Dispositions transitoires

1) Exceptionnellement, la première année sociale commencera le jour de la constitution de la société et finira le 31 décembre 1998.

2) La première assemblée générale se tiendra en 1999.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant été ainsi établis, les comparants déclarent souscrire l'intégralité du capital comme suit:

1) ALMASI LIMITED, prénommée, six cent vingt-cinq actions	625
2) BLANCON LIMITED, prénommée, six cent vingt-cinq actions	625
Total: mille deux cent cinquante actions	1.250

Toutes les actions ont été libérées à raison de cent pour cent (100 %) par des versements en espèces, de sorte que la somme d'un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (1.250.000,- LUF) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare que les conditions prévues par l'article 26 de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée ultérieurement, sont remplies.

Frais

Le montant global des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est évalué approximativement à soixante-quinze mille francs luxembourgeois (75.000,- LUF).

Assemblée générale extraordinaire

Les comparants préqualifiés, représentant la totalité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoqués, se sont ensuite constitués en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

1.- Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et celui des commissaires à un (1).

2.- Ont été appelés aux fonctions d'administrateur:

a) Monsieur Simon W. Baker, expert-comptable, demeurant à Steinsel;

b) Monsieur Anthony John Nightingale, conseiller financier, demeurant à Luxembourg;

c) Madame Dawn Evelyn Shand, secrétaire, demeurant à Luxembourg.

3.- A été appelée aux fonctions de commissaire aux comptes:

AUDILUX LIMITED, ayant son siège social à Douglas (Ile de Man).

4.- Leur mandat expirera après l'assemblée générale des actionnaires de l'année 2003.

5.- Le siège social de la société est fixé à L-1637 Luxembourg, 24-28, rue Goethe.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg-Ville, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite au comparant, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom, état et demeure, ledit comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur la demande des comparants, le présent acte de société est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française. A la demande des mêmes comparants, il est spécifié qu'en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, le texte anglais fera foi.

Signé: W. Baker, A. Weber.

Enregistré à Capellen, le 8 décembre 1997, vol. 411, fol. 55, case 6. – Reçu 12.500 francs.

Le Receveur (signé): J. Medinger.

Pour expédition conforme, sur papier libre, délivrée à la société à sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bascharage, le 18 décembre 1997.

A. Weber.

(48286/236/298) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 1997.

PROFAM FINANZ HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Hobscheid, 9, rue Hiehl.

R. C. Luxembourg B 41.619.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 19 décembre 1997, vol. 501, fol. 16, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 janvier 1996.

Pour PROFAM FINANZ HOLDING S.A.

Signature

L'administrateur-délégué

(48217/771/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 1997.

PROLIT COATINGS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8088 Bertrange, 6, Domaine des Ormilles.

R. C. Luxembourg B 36.591.

Les comptes annuels au 31 décembre 1996, enregistrés à Luxembourg, le 17 décembre 1997, vol. 501, fol. 5, case 12, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 1997.

Pour la S.à r.l. PROLIT COATINGS

FIDUCIAIRE CENTRALE

DU LUXEMBOURG S.A.

(48218/503/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 1997.

FAIRCROSS S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-1637 Luxembourg, 24-28, rue Goethe.

STATUTES

In the year one thousand nine hundred and ninety-seven, on the fourth of December.
Before Us, Maître Alex Weber, notary, residing in Bascharage.

There appeared:

1.- ALMASI LIMITED, with registered office in Dublin 2 (Ireland), 17, Dame Street, here represented by Mr Simon W. Baker, qualified accountant, residing in Steinsel, by virtue of a proxy given on September 15th, 1994, which proxy has been filed to the deeds of the undersigned notary by virtue of a deposit deed dated December 13th, 1994;

2.- BLANCON LIMITED, with registered office in Dublin 2 (Ireland), 17, Dame Street, here represented by Mr Simon W. Baker, prenamed, by virtue of a proxy given on September 15th, 1994, which proxy has been filed to the deeds of the undersigned notary by virtue of a deposit deed dated December 13th, 1994.

Such appearing parties, in the capacity in which they act, have requested the notary to inscribe as follows the articles of association of a «société anonyme» which they form between themselves:

Title I.- Denomination, Registered office, Object, Duration

Art. 1. There is hereby established a «société anonyme» under the name of FAIRCROSS S.A.

Art. 2. The registered office of the corporation is established in Luxembourg.

If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between this office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances.

Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the corporation. Such declaration of the transfer of the registered office shall be made and brought to the attention of third parties by the organ of the corporation which is best situated for this purpose under such circumstances.

Art. 3. The corporation is established for an unlimited period.

Art. 4. The corporation shall have as its business purpose the holding of participations, in any form whatever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, the possession, the administration, the development and the management of its portfolio.

The corporation may participate in the establishment and development of any financial, industrial or commercial enterprises and may render any assistance by way of loan, guarantees or otherwise to subsidiaries or affiliated companies.

The corporation may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds.

In general, it may take any controlling and supervisory measures and carry out any financial, movable or immovable, commercial and industrial operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose.

Title II.- Capital, Shares

Art. 5. The corporate capital is set at one million two hundred and fifty thousand Luxembourg francs (1,250,000.- LUF), divided into one thousand two hundred and fifty (1,250) shares having a par value of one thousand Luxembourg francs (1,000.- LUF) each.

The shares may be created at the owner's option in certificates representing single shares or in certificates representing two or more shares.

The shares are in registered or bearer form, at the shareholder's option.

The corporation may, to the extent and under the terms permitted by law, purchase its own shares.

The corporate capital may be increased or reduced in compliance with the legal requirements.

Title III.- Management

Art. 6. The corporation is managed by a Board of Directors composed of at least three members, either shareholders or not, who are appointed for a period not exceeding six years by the general meeting of shareholders which may at any time remove them.

The number of directors, their term of office and their remuneration are fixed by the general meeting of the shareholders.

Art. 7. The Board of Directors will elect from among its members a chairman.

The Board of Directors convenes upon call by the chairman, as often as the interest of the corporation so requires. It must be convened each time two directors so request.

Art. 8. The Board of Directors is invested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate object.

All powers not expressly reserved by law or by the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board of Directors. In particular, the Board shall have the power to issue bonds and debentures. The Board of Directors may pay interim dividends in compliance with the legal requirements.

Art. 9. The corporation will be bound in any circumstances by the joint signatures of two members of the Board of Directors, provided that special decisions may be reached concerning the authorized signature in case of delegation of powers or proxies given by the Board of Directors pursuant to article 10 of the present articles of association.

Art. 10. The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management of the corporation to one or more directors, who will be called managing directors.

It may also commit the management of all the affairs of the corporation or of a special branch to one or more managers, and give special powers for determined matters to one or more proxy holders, selected from its own members or not, either shareholders or not.

Art. 11. Any litigations involving the corporation either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the corporation by the Board of Directors, represented by its chairman or by the director delegated for this purpose.

Title IV.- Supervision

Art. 12. The corporation is supervised by one or several statutory auditors, appointed by the general meeting of shareholders which will fix their number and their remuneration, as well as the term of their office, which must not exceed six years.

Title V.- General meeting

Art. 13. The annual meeting will be held in Luxembourg at the place specified in the convening notices on the second Thursday in April, at 2.00 p.m.

If such day is a legal holiday, the general meeting will be held on the next following business day.

Title VI.- Accounting year, Allocation of profits

Art. 14. The accounting year of the corporation shall begin on the first of January and shall terminate on the thirty-first of December each year.

Art. 15. After deduction of any and all of the expenses of the corporation and the amortizations, the credit balance represents the net profits of the corporation. Of the net profits, five per cent (5.00 %) shall be appropriated for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten per cent (10.00 %) of the capital of the corporation, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatever, it has been reduced.

The balance is at the disposal of the general meeting.

Title VII.- Dissolution, Liquidation

Art. 16. The corporation may be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders. If the corporation is dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders which will specify their powers and fix their remunerations.

Title VIII.- General provisions

Art. 17. All matters not governed by these articles of association are to be construed in accordance with the law of August 10th, 1915 on commercial companies and the amendments hereto.

Transitory dispositions

1) Exceptionally, the first accounting year shall begin on the date of the formation of the corporation and shall terminate on the thirty-first of December 1998.

2) The first general meeting will be held in 1999.

Subscription and payment

The articles of association having thus been established, the parties appearing declare to subscribe to the whole capital as follows:

1) ALMASI LIMITED, prenamed, six hundred and twenty-five shares	625
2) BLANCON LIMITED, prenamed, six hundred and twenty-five shares	625
Total: one thousand two hundred and fifty shares	1,250

All the shares have been paid up to the extent of one hundred per cent (100 %) by payment in cash, so that the amount of one million two hundred and fifty thousand Luxembourg francs (1,250,000.- LUF) is now available to the company, evidence thereof having been given to the notary.

Statement

The undersigned notary states that the conditions provided for in article 26 as amended of the law of August 10th, 1915 on commercial companies, have been observed.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatever, which the corporation incurs or for which it is liable by reason of its incorporation, is approximately seventy-five thousand Luxembourg francs (75,000.- LUF).

Extraordinary general meeting

The above-named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convoked, have immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote:

1.- The number of directors is fixed at three (3) and the number of auditors at one (1).

2.- The following have been appointed directors:

- a) Mr Simon W. Baker, qualified accountant, residing in Steinsel;
- b) Mr Anthony John Nightingale, financial adviser, residing in Luxembourg;
- c) Mrs Dawn Evelyn Shand, secretary, residing in Luxembourg.

3.- Has been appointed statutory auditor: AUDILUX LIMITED, having its registered office in Douglas (Isle of Man).

4.- Their terms of office will expire after the annual meeting of shareholders of the year 2003.

5.- The registered office of the company is established in L-1637 Luxembourg, 24-28, rue Goethe.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the date named at the beginning of this document.

This deed having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary by their surnames, Christian names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with the notary the present deed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French translation. At the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept, le quatre décembre.

Par-devant Maître Alex Weber, notaire de résidence à Bascharage.

Ont comparu:

1.- ALMASI LIMITED, avec siège social à Dublin 2 (Irlande), 17, Dame Street, ici représentée par Monsieur Simon W. Baker, expert-comptable, demeurant à Steinsel, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 15 septembre 1994, laquelle a été déposée au rang des minutes du notaire instrumentant, en vertu d'un acte de dépôt reçu en date du 13 décembre 1994;

2.- BLANCON LIMITED, avec siège social à Dublin 2 (Irlande), 17, Dame Street, ici représentée par Monsieur Simon W. Baker, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 15 septembre 1994, laquelle a été déposée au rang des minutes du notaire instrumentant, en vertu d'un acte de dépôt reçu en date du 13 décembre 1994.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant d'arrêter, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société anonyme qu'ils constituent entre eux:

Titre I^{er}.- Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Il est formé par le présent acte une société anonyme sous la dénomination de FAIRCROSS S.A.

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura cependant aucun effet sur la nationalité de la société. Pareille déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui est le mieux placé pour le faire dans ces circonstances.

Art. 3. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale et prêter tous concours, que ce soit par des prêts, garanties ou de toute autre manière à des sociétés accessoires ou affiliées.

La société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toute opération financière, mobilière ou immobilière, commerciale ou industrielle qu'elle jugera utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

Titre II.- Capital, Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (1.250.000,- LUF), divisé en mille deux cent cinquante (1.250) actions, d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (1.000,- LUF) chacune.

Les actions peuvent être créées, au choix du propriétaire, en certificats unitaires ou en certificats représentant deux ou plusieurs actions.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

La société peut, dans la mesure où et aux conditions auxquelles la loi le permet, procéder au rachat de ses propres actions.

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions légales requises.

Titre III.- Administration

Art. 6. La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale, pour un terme ne pouvant pas dépasser six ans et en tout temps révocables par elle.

Le nombre d'administrateurs, la durée de leur mandat et leurs émoluments sont fixés par l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 7. Le conseil d'administration élira parmi ses membres un président.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.

Art. 8. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition conformément à l'objet social.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale sont de la compétence du conseil d'administration. En particulier, le conseil d'administration aura le pouvoir d'émettre des obligations. En respectant les dispositions légales, des acomptes sur dividendes peuvent être payés par le conseil d'administration.

Art. 9. La société sera valablement engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux administrateurs à moins que des décisions spéciales n'aient été prises concernant la signature autorisée en cas de délégation de pouvoirs ou de procurations données par le conseil d'administration conformément à l'article 10 des présents statuts.

Art. 10. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs, qui seront appelés administrateurs-délégués.

Il peut aussi confier la gestion de toutes les activités de la société ou d'une branche spéciale de la société à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour l'accomplissement de tâches précises à un ou plusieurs mandataires, qui ne doivent pas être membres du conseil d'administration ou actionnaires de la société.

Art. 11. Tous les litiges, où la société est impliquée comme demandeur ou comme défendeur, seront traités au nom de la société par le conseil d'administration, représenté par son président ou par l'administrateur-délégué à cet effet.

Titre IV.- Surveillance

Art. 12. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat qui ne peut pas excéder six ans.

Titre V.- Assemblée générale

Art. 13. L'assemblée générale annuelle se tiendra à Luxembourg, à l'endroit spécifié dans la convocation, le deuxième jeudi du mois d'avril, à 14.00 heures. Si ce jour est férié, l'assemblée générale se tiendra le jour ouvrable suivant.

Titre VI.- Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 14. L'année sociale de la société commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 15. L'excédent favorable du bilan, après déduction de toutes les charges de la société et des amortissements, constitue le bénéfice net de la société. Il est prélevé cinq pour cent (5 %) du bénéfice net pour la constitution de la réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteindra dix pour cent (10 %) du capital social, mais reprendra son cours si, pour une cause quelconque, ladite réserve se trouve entamée.

Le reste du bénéfice est à la disposition de l'assemblée générale.

Titre VII.- Dissolution, Liquidation

Art. 16. La société peut être dissoute par une décision de l'assemblée générale des actionnaires. Si la société est dissoute, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui détermine leurs pouvoirs et fixe leurs émoluments.

Titre VIII.- Dispositions générales

Art. 17. Pour tous les points non réglés par les présents statuts, les parties se réfèrent à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures.

Dispositions transitoires

1) Exceptionnellement la première année sociale commencera le jour de la constitution de la société et finira le 31 décembre 1998.

2) La première assemblée générale se tiendra en 1999.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant été ainsi établis, les comparants déclarent souscrire l'intégralité du capital comme suit:

1) ALMASI LIMITED, prénommée, six cent vingt-cinq actions	625
2) BLANCON LIMITED, prénommée, six cent vingt-cinq actions	625
Total: mille deux cent cinquante actions	1.250

Toutes les actions ont été libérées à raison de cent pour cent (100 %) par des versements en espèces, de sorte que la somme d'un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (1.250.000,- LUF) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare que les conditions prévues par l'article 26 de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée ultérieurement, sont remplies.

Frais

Le montant global des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est évalué approximativement à soixante-quinze mille francs luxembourgeois (75.000,- LUF).

Assemblée générale extraordinaire

Les comparants préqualifiés, représentant la totalité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoqués, se sont ensuite constitués en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

1.- Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et celui des commissaires à un (1).

2.- Ont été appelés aux fonctions d'administrateur:

a) Monsieur Simon W. Baker, expert-comptable, demeurant à Steinsel;

b) Monsieur Anthony John Nightingale, conseiller financier, demeurant à Luxembourg;

c) Madame Dawn Evelyn Shand, secrétaire, demeurant à Luxembourg.

3.- A été appelée aux fonctions de commissaire aux comptes:

AUDILUX LIMITED, ayant son siège social à Douglas (Ile de Man).

4.- Leur mandat expirera après l'assemblée générale des actionnaires de l'année 2003.

5.- Le siège social de la société est fixé à L-1637 Luxembourg, 24-28, rue Goethe.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg-Ville, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite au comparant, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom, état et demeure, ledit comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur la demande des comparants, le présent acte de société est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française. A la demande des mêmes comparants, il est spécifié qu'en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, le texte anglais fera foi.

Signé: W. Baker, A. Weber.

Enregistré à Capellen, le 8 décembre 1997, vol. 411, fol. 55, case 5. – Reçu 12.500 francs.

Le Receveur (signé): J. Medinger.

Pour expédition conforme, sur papier libre, délivrée à la société à sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bascharage, le 18 décembre 1997.

A. Weber.

(48287/236/298) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 1997.

PROPPER, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1210 Luxembourg, 13, rue N.E. Barblé.

R. C. Luxembourg B 49.585.

Les comptes annuels au 31 décembre 1996, enregistrés à Luxembourg, le 15 décembre 1997, vol. 500, fol. 91, case 8, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 1997.

*Pour la S.à r.l. PROPPER
FIDUCIAIRE CENTRALE
DU LUXEMBOURG S.A.*

(48221/503/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 1997.

REISERBANN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 257, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 55.086.

Les comptes annuels au 31 décembre 1996, enregistrés à Luxembourg, le 15 décembre 1997, vol. 500, fol. 91, case 9, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 1997.

*Pour la S.A. REISERBANN
FIDUCIAIRE CENTRALE
DU LUXEMBOURG S.A.*

(48225/503/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 1997.

ROTHMAN & HAGEN HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 19.415.

Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 29 octobre 1997, vol. 499, fol. 15, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 1997.

Signature.

(48231/567/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 1997.

PRESSS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6793 Grevenmacher, 30, route de Trèves.
R. C. Luxembourg B 29.879.

Les comptes annuels au 31 décembre 1996, enregistrés à Luxembourg, le 15 décembre 1997, vol. 500, fol. 91, case 8, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 22 décembre 1997.

Pour la S.à r.l. PRESSS
FIDUCIAIRE CENTRALE
DU LUXEMBOURG S.A.

(48215/503/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 1997.

LADBROKE GROUP INTERNATIONAL LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

RECTIFICATIF

A la page 6466 du Mémorial C n° 135 du 4 mars 1998, il y a lieu de lire:

Le bilan et l'annexe du 30 avril 1997 ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent . . .

(00894/XXX/7)

BRASSERIES REUNIES DE LUXEMBOURG MOUSEL ET CLAUSEN, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.

Les porteurs de parts sociales de la société sont invités à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social à Luxembourg, le mercredi 15 avril 1998 à 17.00 heures.

Ordre du jour:

- 1.- Communication des rapports du Conseil d'Administration et du réviseur d'entreprises sur l'exercice 1997.
- 2.- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1997.
- 3.- Décharge à donner aux administrateurs.
- 4.- Nominations statutaires.
- 5.- Nomination d'un réviseur d'entreprise pour la vérification des comptes sociaux de l'exercice 1998.
- 6.- Divers.

Les porteurs de parts sociales qui désirent assister à l'Assemblée Générale ou s'y faire représenter, sont tenus de se conformer à l'article 28 des statuts, en déposant leurs titres cinq jours avant l'Assemblée, soit au siège social, soit dans une banque de la place, contre récépissé valant carte d'entrée.

Les procurations devront être adressées au Conseil d'Administration cinq jours avant l'Assemblée Générale.

I (00553/000/19)

Le Conseil d'Administration.

DELCO INTERNATIONAL HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3, rue des Foyers.

R. C. Luxembourg B 41.218.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 21 avril 1998 à 9.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du Bilan et du compte de Profits et Pertes au 31 décembre 1997.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Pour assister à cette assemblée, Messieurs les Actionnaires sont priés de déposer leurs titres au siège social cinq jours avant l'assemblée.

I (00511/502/16)

RENDIES S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1811 Luxembourg, 3, rue de l'Industrie.

R. C. Luxembourg B 40.801.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires qui aura lieu le 15 avril 1998 à 15.00 heures au siège social de la Société, 3, rue de l'Industrie à Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation du bilan et des comptes de résultats au 31 décembre 1997.
2. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire.
3. Démission d'administrateurs et du Commissaire.
4. Décharge spéciale aux administrateurs et au Commissaire démissionnaires.
5. Nomination de nouveaux administrateurs et d'un nouveau commissaire.

Pour le Conseil d'Administration

A. J. Tummers

R. Wieczoreck

*Administrateur**Administrateur*

I (00799/000/18)

MATSUCOM S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.
R. C. Luxembourg B 19.249.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIREqui se tiendra le *13 avril 1998* à 11.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:*Ordre du jour:*

- a) rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 1997;
- b) rapport du commissaire de Surveillance;
- c) lecture et approbation du Bilan et du Compte de Profits et Pertes arrêtés au 31 décembre 1997;
- d) affectation du résultat;
- e) décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire;
- f) nominations statutaires;
- g) divers.

I (00816/045/17)

*Le Conseil d'Administration.***EUROCLEG S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 35.453.

Le Conseil d'Administration à l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIREqui aura lieu le *9 avril 1998* à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 1997, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 1997.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

I (00870/005/17)

*Le Conseil d'Administration.***L P A, Société Anonyme.**

Siège social: L-1140 Luxembourg, 47, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 22.716.

Les actionnaires de L P A S.A. sont convoqués en

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIREpour le mardi *7 avril 1998*, à 14.00 heures, au siège social de la société: 47, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:*Ordre du jour:*

- 1) Rapports de gestion du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
- 2) Approbation des Comptes annuels au 31 décembre 1997 et affectation du résultat.
- 3) Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
- 4) Ratification de la décision prise par le Conseil d'Administration lors de sa réunion du 31 octobre 1997, de nommer aux fonctions d'Administrateur de Monsieur Boden Jean-Marie en remplacement de Madame Rosalie Weynants, démissionnaire.
- 5) Divers.

I (01005/000/18)

Le Conseil d'Administration.

SAROMINVEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 62.310.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra extraordinairement le mardi 21 avril 1998 à 9.45 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1997 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (00972/009/17)

Le Conseil d'Administration.

LOTHARINGEN FINANZ A.G., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 17.631.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 17 avril 1998 à 11.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 novembre 1997.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

I (00568/534/15)

Le Conseil d'Administration.

G & S SOCIETE ANONYME D'INVESTISSEMENT, SICAF, Société d'Investissement à Capital Fixe.

Gesellschaftssitz: L-2520 Luxembourg, 31, allée Scheffer.
H. R. Luxembourg B 31.440.

Gemäss Art. 12 und 14 der Statuten ergeht hiermit die Einladung zur

ORDENTLICHEN JÄHRLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre auf den 15. April 1998 um 15.00 Uhr am Sitz der Gesellschaft mit folgender Tagesordnung:

Tagesordnung:

1. Vorlage des Jahresabschlusses samt GuV sowie der Berichte von Verwaltungsrat und Wirtschaftsprüfer über das Geschäftsjahr vom 1. Januar 1997 bis zum 31. Dezember 1997
2. Beschlussfassung über den Jahresabschluss samt GuV und die Ergebnisverwendung
3. Beschlussfassung über die Vergütung der Mitglieder des Verwaltungsrats
4. Entlastung von Verwaltungsrat und Wirtschaftsprüfer
5. Verschiedenes

Die Entscheidungen der Generalversammlung werden durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen und mitstimmenden Aktionäre getroffen.

Aktionäre, die an dieser Generalversammlung teilnehmen wollen, müssen wenigstens fünf Tage vor der Versammlung ihre Aktienzertifikate bei folgenden Stellen hinterlegen:

- SAL. OPPENHEIM JR & CIE, LUXEMBURG S.A., Luxembourg, 31, allée Scheffer
- BANKHAUS CARL SPANGLER & CO. Aktiengesellschaft, Salzburg, Schwarzstrasse 1
- BANK GUTMANN AG, Wien, Scharzenbergplatz 16
- BANK SARRASIN & CIE., Basel, Elisabethenstrasse 62

Auf Vorlage einer Bestätigung der Hinterlegung werden die Aktionäre dann ohne weitere Formalitäten zur Generalversammlung zugelassen.

Aktionäre, die an dieser Generalversammlung persönlich nicht teilnehmen können, können sich gemäss Art. 13 der Statuten durch einen Bevollmächtigten vertreten lassen, wenn sie neben der Hinterlegungsbestätigung eine entsprechende schriftliche Vollmacht erteilen und beides wenigstens fünf Tage vor der Versammlung bei der Gesellschaft am Gesellschaftssitz einlegt.

Luxemburg, den 16. März 1998.

Der Verwaltungsrat.

I (00956/000/32)

EUROCASH-FUND, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Gesellschaftssitz: L-2520 Luxemburg, 31, allée Scheffer.
H. R. Luxemburg B 45.631.

Gemäss Art. 12 und 14 der Statuten ergeht hiermit die Einladung zur

ORDENTLICHEN JÄHRLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre auf den 15. April 1998 um 16.00 Uhr am Sitz der Gesellschaft mit folgender Tagesordnung:

Tagesordnung:

1. Vorlage des Jahresabschlusses samt GuV sowie der Berichte von Verwaltungsrat und Wirtschaftsprüfer über das Geschäftsjahr vom 1. Januar 1997 bis zum 31. Dezember 1997
2. Beschlussfassung über den Jahresabschluss samt GuV und die Ergebnisverwendung
3. Beschlussfassung über die Vergütung der Mitglieder des Verwaltungsrats
4. Entlastung von Verwaltungsrat und Wirtschaftsprüfer
5. Bestätigung der Kooptation von Herrn Rudolf Reil als neues Verwaltungsratsmitglied
6. Verschiedenes

Die Entscheidungen der Generalversammlung werden durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen und mitstimmenden Aktionäre getroffen.

Aktionäre, die an dieser Generalversammlung teilnehmen wollen, müssen wenigstens fünf Tage vor der Versammlung ihre Aktienzertifikate bei folgenden Stellen hinterlegen:

- SAL. OPPENHEIM JR & CIE, LUXEMBURG S.A., Luxemburg, 31, allée Scheffer
- SAL. OPPENHEIM JR & CIE, KGaA, Köln, Unter Sachsenhausen 4
- DEUTSCHE ÄRZTE- UND APOTHEKERBANK eG, Düsseldorf, Emanuel-Leutze Strasse 8
- BANKHAUS CARL SPANGLER & CO. Aktiengesellschaft, Salzburg, Schwarzstrasse 1

Auf Vorlage einer Bestätigung der Hinterlegung werden die Aktionäre dann ohne weitere Formalitäten zur Generalversammlung zugelassen.

Aktionäre, die an dieser Generalversammlung persönlich nicht teilnehmen können, können sich gemäss Art. 13 der Statuten durch einen Bevollmächtigten vertreten lassen, wenn sie neben der Hinterlegungsbestätigung eine entsprechende schriftliche Vollmacht erteilen und beides wenigstens fünf Tage vor der Versammlung bei der Gesellschaft am Gesellschaftssitz einget.

Luxemburg, den 16. März 1998.

Der Verwaltungsrat.

I (00957/000/33)

EUROCASH-FUND, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Gesellschaftssitz: L-2520 Luxemburg, 31, allée Scheffer.
H. R. Luxemburg B 45.631.

Gemäss Art. 12 und 14 der Statuten ergeht hiermit die Einladung zur

AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre, welche im Anschluss an die ordentliche jährliche Generalversammlung, am 15. April 1998 um 16.30 Uhr am Sitz der Gesellschaft abgehalten wird, mit folgender Tagesordnung:

Tagesordnung:

1. Abänderung von Artikel 5, Abs. 1 der Statuten, um ihm den folgenden Wortlaut zu geben:
«Das Gesellschaftskapital der SICAV ist zu jedem Zeitpunkt gleich dem gemäß dem nachfolgenden Artikel 25 der Statuten berechneten Nettovermögenswert der verschiedenen Fondskategorien der SICAV. Für Konsolidierungszwecke ist die Basiswährung der SICAV die Deutsche mark.»
Streichung von Artikel 5, Abs. 2 der Statuten als Folge dessen.
2. Verschiedenes

Die Entscheidungen der Generalversammlung werden durch die Zweidrittel-Mehrheit der anwesenden oder vertretenen und mitstimmenden Aktionäre getroffen, sofern wenigstens 50% des Aktienkapitals anwesend oder vertreten sind.

Aktionäre, die an dieser Generalversammlung teilnehmen wollen, müssen wenigstens fünf Tage vor der Versammlung ihre Aktienzertifikate bei folgenden Stellen hinterlegen:

- SAL. OPPENHEIM JR & CIE, LUXEMBURG S.A., Luxemburg, 31, allée Scheffer
- SAL. OPPENHEIM JR & CIE, KGaA, Köln, Unter Sachsenhausen 4
- DEUTSCHE ÄRZTE- UND APOTHEKERBANK eG, Düsseldorf, Emanuel-Leutze Strasse 8
- BANKHAUS CARL SPANGLER & CO. Aktiengesellschaft, Salzburg, Schwarzstrasse 1

Auf Vorlage einer Bestätigung der Hinterlegung werden die Aktionäre dann ohne weitere Formalitäten zur Generalversammlung zugelassen.

Aktionäre, die an dieser Generalversammlung persönlich nicht teilnehmen können, können sich gemäss Art. 13 der Statuten durch einen Bevollmächtigten vertreten lassen, wenn sie neben der Hinterlegungsbestätigung eine entsprechende schriftliche Vollmacht erteilen und beides wenigstens fünf Tage vor der Versammlung bei der Gesellschaft am Gesellschaftssitz einget.

Luxemburg, den 16. März 1998.

Der Verwaltungsrat.

I (00958/000/33)

STOLT-NIELSEN S.A., Société Anonyme.

Registered office: Luxembourg, 37, rue Notre-Dame.
R. C. Luxembourg B 12.179.

The

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders of STOLT-NIELSEN S.A. (the «Company») will be held at the offices of KREDIETRUST, 11, rue Aldringen, L-2960 Luxembourg, on Thursday, April 16, 1998 at 10.00 a.m., for the following purposes:

Agenda:

- (1) To approve the holding of the Annual General Meeting on April 16, 1998, in variation from the date (last business day in July) set forth in Article 24 of the Company's Articles of Incorporation.
- (2) To consider (i) the Report of ARTHUR ANDERSEN, Luxembourg, Statutory Auditors of the Company, and (ii) the Report by the Board of Directors of the Company, in respect of the financial statements of the Company for the fiscal year ended November 30, 1997.
- (3) To approve the unconsolidated balance sheet and statement of income of the Company for the fiscal year ended November 30, 1997.
- (4) To approve the consolidated balance sheet and statement of income of the Company for the fiscal year ended November 30, 1997.
- (5) To approve the determination of dividends of the Company for the fiscal year ended November 30, 1997, namely (i) approval of interim dividend declared on November 18, 1997 and paid on December 17, 1997, (ii) approval of the recommendation of the Board of Directors of the Company of payment of a final dividend of twenty-five cents (US\$ 25) per Common Share and per Class B Share, payable on May 20, 1998 to Shareholders of record as of May 4, 1998 and (iii) transfer of all undistributed profits to the retained earnings of the Company.
- (6) To discharge the Board of Directors and Statutory Auditors of the Company in respect of the proper performance of their duties for the fiscal year ended November 30, 1997.
- (7) To authorize the Company, or any wholly-owned subsidiary, to purchase Common Shares and Class B Shares of the Company from time to time in the open market and in privately negotiated transactions, at a price reflecting such open market price and on such other terms as shall be determined by the Board of Directors of the Company, provided such purchases are in conformity with Article 49-2 of the Luxembourg Company Law, such authorization being granted for purchases completed on or before May 31, 1999.
- (8) To elect eight directors of the Company to hold office until the next Annual General Meeting of Shareholders and until their respective successors have been duly elected and qualified; and
- (9) To elect ARTHUR ANDERSEN, Luxembourg, as the Auditors of the Company for a term to expire at the next Annual General Meeting of Shareholders.

The Board of Directors of the Company has determined that Common Shareholders of record at the close of business on March 2, 1998 will be entitled to vote at the aforesaid meeting and at any adjournments thereof. Notice of this meeting is given to Class B Shareholders of the Company, but such Class B Shareholders are not entitled to vote at this meeting.

To assure their representation at the Annual General Meeting, Shareholders are hereby requested to fill in, sign, date and return the Proxy Card available from the Company on request. The giving of such Proxy will not affect the shareholders' right to revoke such proxy or vote in person should Shareholders later decide to attend the meeting.

Dated: March 9, 1998.

J. Stolt-Nielsen, Jr

I (00884/526/45)

Chairman of the Board

STOLT COMEX SEAWAY S.A., Société Anonyme.

Registered office: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 43.172.

The

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders of STOLT COMEX SEAWAY S.A. (the «Company») will be held at the offices of KREDIETRUST, 11, rue Aldringen, L-2960 Luxembourg, on Thursday, April 16, 1998 at 11.00 a.m., for the following purposes:

Agenda:

- (1) To approve the holding of the Annual General Meeting on April 16, 1998, in variation from the date (second Wednesday in June) set forth in Article 25 of the Company's Articles of Incorporation.
- (2) To consider (i) the Report of ARTHUR ANDERSEN, Luxembourg, Statutory Auditors of the Company, and (ii) the Report by the Board of Directors of the Company, in respect of the unconsolidated financial statements of the Company for the fiscal year ended November 30, 1997.
- (3) To approve the unconsolidated balance sheet of the Company for the fiscal year ended November 30, 1997.
- (4) To approve the unconsolidated profit and loss statement of the Company for the fiscal year ended November 30, 1997.

- (5) To discharge the Board of Directors and Statutory Auditors of the Company in respect of the proper performance of their duties for the fiscal year ended November 30, 1997.
- (6) In conformity with the provisions of the Luxembourg Company Law and Article 5 of the Company's Articles of Incorporation, to (i) extend the validity of the Company's authorized capital and (ii) approve the Report of the Board of Directors of the Company recommending, and authorize the Board to implement the suppression of Shareholders' preemptive rights in respect of the issuance of shares for cash with respect to all authorized but unissued Common Shares, each of the foregoing actions to be effective for a further five year period from the date of publication of the minutes of the Annual General Meeting.
- (7) To authorize the Company, or any wholly-owned subsidiary, to purchase Common Shares of the Company from time to time in the open market and in privately negotiated transactions, at a price reflecting such open market price and on such other terms as shall be determined by the Board of Directors of the Company, provided such purchases are in conformity with Article 49-2 of the Luxembourg Company Law, such authorization being granted for purchases completed on or before May 31, 1999.
- (8) To elect six directors of the Company to hold office until the next Annual General Meeting of Shareholders and until their respective successors have been duly elected and qualified; and
- (9) To elect ARTHUR ANDERSEN, Luxembourg, as the Auditors of the Company for a term to expire at the next Annual General Meeting of Shareholders.

The Board of Directors of the Company has determined that Shareholders of record at the close of business on March 2, 1998 will be entitled to vote at the aforesaid meeting and at any adjournments thereof.

To assure their representation at the Annual General Meeting, Shareholders are hereby requested to fill in, sign, date and return the Proxy Card available from the Company on request. The giving of such Proxy will not affect the shareholders' right to revoke such proxy or vote in person should Shareholders later decide to attend the meeting.

Dated: March 9, 1998.

J. Stolt-Nielsen, Jr

I (00885/526/43)

Chairman of the Board

LUXOR INVESTMENT COMPANY, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: Luxembourg, 10A, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 27.109.

The quorum required by law not having been reached at the Extraordinary General Meeting convened on 23rd March, 1998, the shareholders of LUXOR INVESTMENT COMPANY are hereby convened to attend the

POSTPONED EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of Shareholders to be held at the Registered Office of the Company, 10A, boulevard Royal, Luxembourg on Monday 27th April, 1998 at 11.00 a.m., for the purpose of considering the following Agenda:

Agenda:

1. To resolve on the liquidation of the Company
2. To appoint a liquidator and to determine his powers
3. To suspend the calculation of the net asset value.
4. To suspend all subscriptions and repurchases of shares.
5. To convene an extraordinary general meeting which will rule on the following agenda.
 1. To approve the liquidator's report and the statement of liquidation of LUXOR INVESTMENT COMPANY (in process of being liquidated).
 2. To approve the payment of the creditors and the distribution of the remaining net assets to the shareholders, after payment of the debts.
 3. To appoint an auditor.
 4. To convene an extraordinary general meeting which will rule on the following points:
 - (i) approval of the auditor's report,
 - (ii) discharge to be granted to the liquidator, the auditor and the Board of Directors,
 - (iii) resolution concerning the final liquidation of the Company,
 - (iv) the keeping of accounts and company documents.

Resolutions on the agenda of the postponed Extraordinary General Meeting will be adopted if voted by two thirds of the shareholders present or represented, irrespective of the proportion of the outstanding shares which are present or represented at the meeting.

The shareholders on record on the date of the meeting are entitled to vote or give proxies.

Proxies should arrive at the Registered Office of the Company not later than twenty-four hours before the meeting.

Proxy forms are available upon request at the registered office. In order to be valid, proxy forms duly completed must be received at the registered office on 5th May, 1998 at 11.00 a.m. at the latest.

In order to attend the meeting, the owners of bearer shares are required to deposit their shares not less than five clear days before the date of the meeting at the Registered Office.

I (00989/755/36)

By order of the Board of Directors.

**EUROPEAN INVESTMENT AND PENSION FUND, SICAV,
Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 37.278.

Shareholders are invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of shareholders which will be held at the registered office of the Company in Luxembourg, 26, boulevard Royal, on Tuesday *April 14, 1998* at 16.00 p.m. local time.

For purpose of considering the following agenda:

Agenda:

1. To receive and adopt the Management Report of the Directors and the Report of the Statutory Auditor for the year ended December 31, 1997.
2. To receive and adopt the Annual Accounts for the year ended December 31, 1997.
3. To release the Directors and the Statutory Auditor in respect with the performance of their duties during the fiscal year.
4. To decide the appropriation of the earnings.
5. To appoint the Directors and the Statutory Auditor.
6. To transact any other business.

The resolution shall be carried by a majority of those present or represented.

The shareholders on record at the date of the meeting are entitled to vote or give proxies.

Proxies should arrive at the Registered Office of the Company at least 48 hours before the meeting.

I (00629/755/24)

The Board of Directors.

**GEMINA EUROPE CAPITAL DOLLAR FUND, SICAV,
Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 29.329.

Shareholders are invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of shareholders which will be held at the registered office of the Company in Luxembourg, 26, boulevard Royal, on Tuesday *April 14, 1998* at 15.00 p.m. local time.

For purpose of considering the following agenda:

Agenda:

1. To receive and adopt the Management Report of the Directors and the Report of the Statutory Auditor for the year ended December 31, 1997.
2. To receive and adopt the Annual Accounts for the year ended December 31, 1997.
3. To release the Directors and the Statutory Auditor in respect with the performance of their duties during the fiscal year.
4. To decide the appropriation of the earnings.
5. To appoint the Directors and the Statutory Auditor.
6. To transact any other business.

The resolution shall be carried by a majority of those present or represented.

The shareholders on record at the date of the meeting are entitled to vote or give proxies.

Proxies should arrive at the Registered Office of the Company at least 48 hours before the meeting.

I (00630/755/24)

The Board of Directors.

**GEMINA EUROPE MULTICURRENCY GROWTH FUND, SICAV,
Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 29.330.

Shareholders are invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of shareholders which will be held at the registered office of the Company in Luxembourg, 26, boulevard Royal, on Tuesday *April 14, 1998* at 11.00 a.m. local time.

For purpose of considering the following agenda:

Agenda:

1. To receive and adopt the Management Report of the Directors and the Report of the Statutory Auditor for the year ended December 31, 1997.

2. To receive and adopt the Annual Accounts for the year ended December 31, 1997.
3. To release the Directors and the Statutory Auditor in respect with the performance of their duties during the fiscal year.
4. To decide the appropriation of the earnings.
5. To appoint the Directors and the Statutory Auditor.
6. To transact any other business.

The resolution shall be carried by a majority of those present or represented.

The shareholders on record at the date of the meeting are entitled to vote or give proxies.

Proxies should arrive at the Registered Office of the Company at least 48 hours before the meeting.

I (00631/755/24)

The Board of Directors.

**GEMINA EUROPE LIRE CAPITAL FUND, SICAV,
Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 29.331.

Shareholders are invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of shareholders which will be held at the registered office of the Company in Luxembourg, 26, boulevard Royal, on Tuesday April 14, 1998 at 14.00 p.m. local time.

For purpose of considering the following agenda:

Agenda:

1. To receive and adopt the Management Report of the Directors and the Report of the Statutory Auditor for the year ended December 31, 1997.
2. To receive and adopt the Annual Accounts for the year ended December 31, 1997.
3. To release the Directors and the Statutory Auditor in respect with the performance of their duties during the fiscal year.
4. To decide the appropriation of the earnings.
5. To appoint the Directors and the Statutory Auditor.
6. To transact any other business.

The resolution shall be carried by a majority of those present or represented.

The shareholders on record at the date of the meeting are entitled to vote or give proxies.

Proxies should arrive at the Registered Office of the Company at least 48 hours before the meeting.

I (00632/755/24)

The Board of Directors.

COM SELECTION, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: Luxembourg, 10A, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 57.507.

Nous vous prions de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires qui se tiendra le jeudi 16 avril 1998 à 11.00 heures, au siège social, 10A, boulevard Royal, Luxembourg, et qui aura pour

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration pour l'exercice clos au 31 décembre 1997.
2. Rapport du Réviseur d'Entreprises pour l'exercice clos au 31 décembre 1997.
3. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1997 et affectation du bénéfice de la Société.
4. Quitus aux Administrateurs pour l'accomplissement de leur mandat.
5. Renouvellement du mandat des Administrateurs.
6. Renouvellement du mandat du Réviseur d'Entreprises.
7. Divers.

La présente convocation et une formule de procuration sont envoyées à tous les actionnaires nominatifs inscrits au 24 mars 1998.

Pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter à cette assemblée, les propriétaires d'actions au porteur doivent avoir déposé pour le 9 avril 1998, leurs titres, au siège social de la société, où des formules de procuration sont disponibles.

Les propriétaires d'actions nominatives doivent dans le même délai, c'est à dire pour le 9 avril 1998, informer par écrit (lettre ou procuration) le Conseil d'administration de l'intention d'assister à l'assemblée.

I (00983/755/25)

Le Conseil d'Administration.

GUADALUX, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 44.147.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 6 avril 1998 à 16.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1997.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.
6. Divers.

II (00562/534/16)

Le Conseil d'Administration.

DRICLEM S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 54.727.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social, 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, le 2 avril 1998 à 10.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1997
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux administrateurs et au Commissaire aux comptes
5. Nominations statutaires
6. Divers

II (00586/029/18)

Le Conseil d'Administration.

GESTEURO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 111, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 54.248.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le mercredi 1^{er} avril 1998 à 9.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1997.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du Commissaire aux Comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leurs mandats jusqu'au 31 décembre 1997.
4. Le mandat du Commissaire aux Comptes est prolongé jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire de 2003.
5. Divers.

II (00608/000/16)

Le Conseil d'Administration.

BISCARROSSE HOLDING S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-1219 Luxembourg, 13, rue Beaumont.
H. R. Luxemburg B 15.603.

Die Aktieninhaber sind hiermit eingeladen, der

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG,

die am 6. April 1998 um 11.00 Uhr mit folgender Tagesordnung am Gesellschaftssitz stattfinden wird, beizuwohnen:

Tagesordnung:

1. Vorlage und Genehmigung der Beschlüsse der Verwaltungsratssitzung.
2. Vorlage und Genehmigung des Berichtes des Aufsichtskommissars.
3. Vorlage und Genehmigung des Jahresabschlusses per 31. Dezember 1996.
4. Ergebnisverwendung.
5. Entlastung des Verwaltungsrates und des Aufsichtskommissars.
6. Statutarische Neuwahlen.
7. Verschiedenes.

II (00641/020/18)

Der Verwaltungsrat.

ANTIGONE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 39.102.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le vendredi 3 avril 1998 à 11.00 heures au siège social, avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration;
- Rapport du commissaire aux comptes;
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1997 et affectation des résultats;
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
- Nomination statutaire.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

II (00662/009/17)

Le Conseil d'Administration.

FINDEL INVEST S.A. HOLDING, Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 111, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 59.706.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le mercredi 1^{er} avril 1998 à 10.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:*Ordre du jour:*

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1997.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du Commissaire aux Comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leurs mandats jusqu'au 31 décembre 1997.
4. Divers.

II (00609/000/15)

Le Conseil d'Administration.

WICRY INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 45, rue N.S. Pierret.
R. C. Luxembourg B 53.135.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra le 1^{er} avril 1998 à 10.00 heures au siège social à Luxembourg, pour délibérer de l'ordre du jour suivant:*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31 décembre 1997
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Décision à prendre quant à l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales
5. Nomination d'un nouveau Commissaire aux Comptes
6. Divers

II (00639/788/18)

Le Conseil d'Administration.

DDD S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon, Centre Descartes.
R. C. Luxembourg B 45.358.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 3 avril 1998 à 10.00 heures, au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1997.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire.
4. Divers.

II (00504/660/14)

Pour le Conseil d'Administration.

MEGATOWN HOLDING INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 54.292.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 2 avril 1998 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1997
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

II (00546/526/14)

Le Conseil d'Administration.

ENERGIE 5 HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 53.516.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social, 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, le 2 avril 1998 à 10.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1997
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes
5. Nominations statutaires
6. Divers

II (00585/029/18)

Le Conseil d'Administration.

MEGATOWN INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 37, rue Notre-Dame.
R. C. Luxembourg B 54.293.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 2 avril 1998 à 13.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1997
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

II (00547/526/14)

Le Conseil d'Administration.

FIRO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 32.868.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le jeudi 2 avril 1998 à 15.00 heures, au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation du bilan et du compte de Profits et Pertes au 31 décembre 1997;
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du Commissaire aux Comptes;
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes;
4. Démission d'Administrateurs;
5. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
6. Divers.

II (00548/011/16)

Le Conseil d'Administration.

TRIDELPHOS, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 39.616.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 6 avril 1998 à 11.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1997.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

II (00561/534/15)

Le Conseil d'Administration.

BIMOLUX, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 43.826.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 6 avril 1998 à 14.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1997.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

II (00563/534/15)

Le Conseil d'Administration.

VERNON, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 60.066.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 7 avril 1998 à 15.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1997.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

II (00564/534/15)

Le Conseil d'Administration.

COMPAGNIE DE NOBRESSART S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 42.886.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 2 avril 1998 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1997
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Nominations statutaires
5. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
6. Divers

II (00391/526/17)

Le Conseil d'Administration.

FINANTEX S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 54.055.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 2 avril 1998 à 9.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1997
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Acceptation de la démission de deux Administrateurs et nomination de leurs remplaçants
5. Divers

II (00392/526/15)

Le Conseil d'Administration.

SMB HOLDING S.A., Société Anonyme.

Registered office: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 55.059.

Messrs Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on April 2nd, 1998 at 3.30 p.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the management report of the Board of Directors and the report of the Statutory Auditor
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at December 31st, 1997
3. Discharge of the Directors and Statutory Auditor
4. Action on a motion relating to the possible winding-up of the company as provided by Article 100 of the Luxembourg law on commercial companies of August 10th, 1915
5. Miscellaneous

II (00393/526/17)

The Board of Directors.

CUTEC S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 35.274.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 2 avril 1998 à 15.00 heures au siège social.

Ordre du jour:

- 1) Rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
- 2) Approbation des bilan et compte de profits et pertes au 31 décembre 1997.
- 3) Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
- 4) Divers.

II (00429/006/14)

Le Conseil d'Administration.

VALAU S.A., Société Anonyme.
Siège social: Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 35.284.

Les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 2 avril 1998 à 15.00 heures au siège social.

Ordre du jour:

- 1) Rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
- 2) Approbation des bilan et compte de profits et pertes au 31 décembre 1997.
- 3) Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
- 4) Divers.

II (00433/006/14)

Le Conseil d'Administration.

SO.PAR.TRANS. S.A., Société Anonyme.
Siège social: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 54.296.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 2 avril 1998 à 10.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1997
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Acceptation de la démission d'un Administrateur et nomination de son remplaçant
5. Divers

II (00394/526/16)

Le Conseil d'Administration.

NORDAN BETEILIGUNGS- UND FINANZIERUNGSGESELLSCHAFT, Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 58.337.

Les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social, 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, le 2 avril 1998 à 10.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1997
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes
5. Nominations statutaires
6. Divers

II (00584/029/18)

Le Conseil d'Administration.

MOET S.A., Société Anonyme.
Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 58.361.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 7 avril 1998 à 11.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1997.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

II (00565/534/15)

Le Conseil d'Administration.

CHASE MANHATTAN VISTA FUNDS, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-2338 Luxembourg, 5, rue Plaetis.
R. C. Luxembourg B 52.429.

Notice is hereby given to the Shareholders of the Company that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of the Company will be held at the registered office of the Company, 5, rue Plaetis, L-2338 Luxembourg, on *April 14, 1998* at noon with the following agenda:

Agenda:

1. Submission and approval of the Audited Annual Accounts for the year ended October 31, 1997;
2. Submission and approval of the Report of the Board of Directors to the Shareholders for the year ended October 31, 1997;
3. Submission and approval of the Report of the Auditors for the year ended October 31, 1997;
4. Discharge for the Board of Directors in office for the year ended October 31, 1997;
5. Election of the Board of Directors until the next annual general meeting of Shareholders:
 - Ms Sarah E. Jones;
 - Mr Richard W. McWalters;
 - Mr Fergus Reid;
 - Mr Leonard M. Spalding, Jr;
 - Mr Terence J. Todman, Jr;
 - Mr H. Richard Vartabedian;
 - Mr Georges Vergnion.
6. Re-election of PRICE WATERHOUSE, S.à r.l., as Auditors for the Company;
5. Any other business properly brought before the meeting.

All Shareholders are entitled to attend and vote and are entitled to appoint proxies to attend and vote instead of them. A proxy need not be a member of the Company. To be valid a form of proxy must be lodged with the Company at the registered office, for the attention of Mr Marc Wiltgen at your earliest convenience but in any case prior to April 9, 1998.

Please note that the resolutions on the above-mentioned agenda will require no quorum and the resolutions will be passed by a simple majority of the shares present or represented at the meeting.

Dated: March 10th, 1998.

II (00763/755/34)

The Board of Directors.

FOXITEC S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 35.276.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 2 avril 1998 à 15.00 heures au siège social.

Ordre du jour:

- 1) Rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
- 2) Approbation des bilan et compte de profits et pertes au 31 décembre 1997.
- 3) Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
- 4) Divers.

II (00425/006/14)

Le Conseil d'Administration.

OCEAN SERVICES COMPANY S.A., Société Anonyme.

Registered office: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 55.148.

Messrs Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on *April 2nd, 1998* at 4.30 p.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the management report of the Board of Directors and the report of the Statutory Auditor
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at December 31st, 1997
3. Discharge of the Directors and Statutory Auditor
4. Miscellaneous

II (00395/526/15)

The Board of Directors.

FIN SOFT HOLDING S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R. C. Luxembourg B 28.211.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 2 avril 1998 à 10.00 heures à L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt avec le suivant ordre du jour.

Ordre du jour:

1. Approbation du rapport du conseil d'administration, du rapport du commissaire aux comptes et des comptes annuels au 31 décembre 1993 et au 31 décembre 1994;
2. Affectation du résultat de l'exercice 1993 et de l'exercice 1994;
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour l'exercice de leur mandat jusqu'au 31 décembre 1994;
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour la non-tenue de l'assemblée générale ordinaire à la date statutaire;
5. Délibération conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
6. Nominations statutaires;
7. Divers.

II (00806/506/21)

Le Conseil d'Administration.

PRONTOFUND, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable de droit luxembourgeois.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 51.690.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra le 1^{er} avril 1998 à 11.00 heures au siège social.

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice clôturé au 31 décembre 1997;
2. Rapport du Réviseur d'Entreprises sur les comptes clôturés au 31 décembre 1997;
3. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1997 et affectation des résultats;
4. Décharge aux Administrateurs et au Réviseur d'Entreprises;
5. Nominations statutaires;
6. Divers.

Les actionnaires désirant assister à cette assemblée doivent déposer leurs actions cinq jours francs avant l'assemblée générale auprès de la SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE, 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

II (00807/755/18)

Le Conseil d'Administration.

SCALA, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable de droit luxembourgeois.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 51.696.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra le 1^{er} avril 1998 à 14.00 heures au siège social.

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice clôturé au 31 décembre 1997;
2. Rapport du Réviseur d'Entreprises sur les comptes clôturés au 31 décembre 1997;
3. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1997 et affectation des résultats;
4. Décharge aux Administrateurs et au Réviseur d'Entreprises;
5. Nominations statutaires;
6. Divers.

Les actionnaires désirant assister à cette assemblée doivent déposer leurs actions cinq jours francs avant l'assemblée générale auprès de la SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE, 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

II (00808/755/18)

Le Conseil d'Administration.